

CLIMAT
Huit grands changements qui accélèrent la crise liée au réchauffement

P 16

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE-CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'adoption de nouvelles technologies recommandée

Dans le cadre de sa stratégie agricole, et afin d'assurer sa sécurité alimentaire, l'Algérie est partie à la conquête du désert. Plusieurs centaines de milliers d'hectares de terres sont cultivés dans le Sahara algérien. Cet apport de terres de production a mis en relief l'essentialité des besoins en eaux. Selon Ali Daoudi enseignant-chercheur à l'École nationale supérieure d'agronomie (ENSA), il faut penser à plus de technologie à travers des bureaux d'études et de conseil. P 3



TIRÉE PRINCIPALEMENT PAR LA BRANCHE DE DOMMAGES

Le marché des assurances en progression de 4%



Le marché national des assurances, toutes activités confondues, a généré au 1er trimestre 2024 un chiffre d'affaires de 48,4 milliards de dinars, soit une augmentation de 4% sur un an, a indiqué le Conseil national des assurances (CNA) dans sa dernière note de conjoncture.

P 2

CRÉATION DE START-UP ET MICRO-ENTREPRISES

Le satisfecit du ministre Yacine Oualid

L'Algérie a mis en place des centres de développement de l'entrepreneuriat à travers tout le pays pour offrir des ressources et du soutien aux nouveaux entrepreneurs, indique Yacine El-Mahdi Oualid, ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.

P 5

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Nécessité d'améliorer l'efficacité et la traçabilité des fonds d'aide

L'édition 2024 sur l'état de la sécurité alimentaire dans le monde, qui sera publiée le 24 juillet, recommande d'améliorer l'efficacité et la traçabilité des fonds consacrés à la sécurité alimentaire et à la nutrition, a indiqué l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans un communiqué publié sur son site web.

P 3

DESSALEMENT D'EAU DE MER

Remise en service de la station de Beni Saf P 2

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Les mesures d'accompagnement mises en avant P 3

ALERTE MÉTÉO

Canicule annoncée aujourd'hui à l'Est du pays P 4

DESSALEMENT
D'EAU DE MER
Remise en
service de la
station de Beni
Saf

La station de dessalement d'eau de mer "Chatt El Hilal" à Beni Saf (Aïn Temouchent) a été remise en service après son arrêt mardi, à la suite d'un incendie qui a affecté la salle des cellules électriques, a indiqué vendredi un communiqué d'Algérien energy company (AEC) (filiale de Sonatrach), qui gère les stations de dessalement d'eau de mer. La station "a repris jeudi soir partiellement ses activités en un temps record ce qui permet de produire 100.000 mètres cubes/jour au profit de la région", précise la même source. En parallèle, "les travaux de maintenance se poursuivent pour atteindre dans les plus brefs délais le régime initial de cette installation dont la capacité de production s'élève à 200.000 mètres cubes/jour", a-t-on indiqué. L'AEC a fait savoir que "dès les premiers instants de l'incident, l'entreprise a mobilisé tous les moyens matériels et humains nécessaires 24 heures sur 24, afin de redémarrer la station le plus rapidement possible, et ce grâce à l'équipe technique et à la cellule de crise qui a été mise en place, supervisée par le Président-directeur général, Lotfi Zen-nadi, présent sur les lieux depuis le premier jour jusqu'à son redémarrage". L'Algérien energy company a salué, a travers ce communiqué "les renforts techniques significatifs apportés par le Groupe Sonatrach par le biais de ses filiales représentées par la Société de Maintenance Industrielle d'Arzew (SOMIZ), la Société algérienne des Grands Travaux Pétroliers (GTP), l'Activité Liquéfaction-Séparation de Sonatrach (LQS), ainsi que les techniciens de la Station Kahrama et celle de Honaine AEC, qui ont travaillé 24 heures sur 24 pour redémarrer la station." L'activité de la station de dessalement d'eau de mer "Chatt El Hilal" a été interrompue suite à un incendie qui s'est déclaré mardi dernier au niveau d'une cellule électrique de la station, ce qui a conduit à l'activation des systèmes de sécurité engendrant l'arrêt total la station, rappelle-t-on. De son côté, le ministère de l'Energie et des Mines a annoncé, jeudi dans un communiqué, "l'ouverture d'une enquête urgente par les instances sécuritaires compétentes afin de déterminer les causes de l'incendie".

R.E.

TIRÉE PRINCIPALEMENT PAR LA BRANCHE DE DOMMAGES

Le marché des assurances en progression de 4%

Le marché national des assurances, toutes activités confondues, a généré au 1er trimestre 2024 un chiffre d'affaires de 48,4 milliards de dinars, soit une augmentation de 4% sur un an, a indiqué le Conseil national des assurances (CNA) dans sa dernière note de conjoncture.

Synthèse Selma R.

Dans le secteur de l'assurance conventionnelle, la branche des assurances de dommages a réalisé un chiffre d'affaire de 39,6 milliards de dinars à fin mars 2024 (+0,7% sur un an), alors que celle des assurances de personnes a affiché un chiffre d'affaires de près de 5,2 milliards DA (-7,2%), a détaillé le même bilan. L'assurance automobile qui se taille 54% du total de la production des assurances de dommages, a enregistré à fin mars 2024 un chiffre d'affaires de près de 21,4 milliards de dinars, soit une progression de 8,2% comparativement à la même période de l'exercice 2023, selon le même organisme. Cette tendance est le résultat de l'entrée en portefeuille de nouvelles affaires, conséquence de l'octroi d'agrément d'importation en 2023 au profit de plusieurs concessionnaires dont certains ont commencé effectivement la commercialisation. Les réalisations de la branche agricole affichent durant le premier tri-

mestre 2024, un gain de 97,8 millions de dinars, soit un taux de progression de 21,5 par rapport à la même période de l'exercice 2023, cumulant ainsi près de 553,5 millions de dinars en chiffre d'affaire. Cette tendance est tirée, essentiellement, par la Production végétale qui évolue de 126% et détient 27,7 % des réalisations de la branche, explique la même source. Progression de 265% de l'assurance Takaful. Quant à l'assurance Takaful, un secteur qui enregistre une croissance à trois chiffres (265%), elle a généré un chiffre d'affaires de 104,3 millions de dinars, dont 64,4 millions de dinars générés par la branche Takaful général et 39,8 millions de dinars par celle du Takaful familial. Dans le domaine de la réassurance, la Compagnie central de réassurance (CCR) cumule une production en affaires internationales de 3,3 milliards de dinars, soit une augmentation de 140%, comparativement à la même période de 2023. S'agissant des sinistres déclarés auprès de l'ensemble des sociétés d'assurance, ils af-

fichent, au titre du premier trimestre 2024, une hausse de 14,3% en montant, et de 12,3% en nombre, totalisant, ainsi 428.887 dossiers pour un montant de 20,8 milliards de dinars. Concernant les sinistres restants à payer, ils sont évalués à 108,1 milliards de dinars (+7,4), avec 1.659.891 dossiers en instance de règlement, selon les données du CNA. La note de conjoncture du Conseil a relevé, d'autre part, que les sociétés publiques dominent le marché des assurances de dommages avec 75,5% du chiffre d'affaires global, atteignant ainsi 29,9 milliards de dinars, ajoutant dans ce sillage que les sociétés privées, qui comptabilisent 9,3 milliards de dinars de chiffre d'affaires, se taillent 23,4% de ces parts. Les sociétés d'assurance de personnes à capitaux privés détiennent une part de 32,8% du total de la production de cette activité, cumulant ainsi au premier trimestre 2024, un chiffre d'affaire de 1,7 milliard de dinars, réalisé essentiellement par l'assurance Maladie soit 83,8%, selon le bilan.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

19 morts et 635 blessés en 48 heures

Dix-neuf (19) personnes ont trouvé la mort et 635 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus durant les dernières 48 heures à travers le pays, indique samedi un communiqué de la Protection civile. Par ailleurs, le dispositif de surveillances des plages a effectué, durant la même période, 2527 interventions ayant permis le sauvetage de 1807 personnes d'une noyade certaine, dont 504 prises en charge sur les lieux et 166 autres évacuées vers les hôpitaux. Toutefois, quatre (04) décès ont été déplorés: il s'agit d'une personne de 22 ans, repêchée dans la zone rocheuse "El Aïn", commune d'Ouled El Kihal, wilaya d'Ain Témouchent. Dans la wilaya de Bejaia, une jeune personne de 18 ans a péri dans la plage "Hammadite", commune de Tichy, alors qu'à Mostaganem, une autre victime, âgée de 21 ans, a été repêchée à la plage inter-

dite à la baignade "El Manara", dans la commune de Ben Abdelmalek Ramdhane. Le dernier décès a été enregistré à Tipaza et concerne une personne âgée de 16 ans qui s'est noyée à "la plage 12", relevant du Centre de repos. Deux (02) autres décès sont survenus dans des plans d'eaux, l'un concerne un jeune homme de 22 ans qui s'est noyé dans une marre d'eau sise dans la commune d'El Ghicha, wilaya de Laghouat. L'intervention des secours de la wilaya de M'Sila a, en outre, permis le sauvetage de 05 enfants coincés dans le lit d'un oued, au lieu-dit Zemmira, dans la commune de Bel-Aibe. Le second a été localisé à Relizane et concerne un (01) enfant de 10 ans, noyé dans un bassin d'eau, sis dans la commune de Oued Djemaa. En outre, les secours de la Protection civile ont procédé, durant la même période, à l'extinction de 03 incendies urbains et divers à Alger 01, El

Menea et Batna, ayant incommodé trois (03) personnes à Alger, suite à un incendie qui s'est déclaré dans un appartement sis, dans un immeuble relevant de la commune de Sidi M'Hamed. Aussi, les éléments de la Protection civile de Tlemcen sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 06 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone (CO) émanant du chauffe-eaux de leurs domicile, sis la cité Omar, commune de Maghnia. A signaler également, l'intervention des unités de Bejaia, suite à une fuite de gaz, suivie d'une explosion dans un appartement de la cité du 08 Mai 1945, dans la commune de Souk-El-Ténine, causant un état de choc à deux (02) personnes. Les équipes de la Protection civile sont, en outre, intervenues pour l'extinction de 55 incendies de forêts, maquis, récoltes et palmeraies, à travers plusieurs wilayas.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE-CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'adoption de nouvelles technologies recommandée

Dans le cadre de sa stratégie agricole, et afin d'assurer sa sécurité alimentaire, l'Algérie est partie à la conquête du désert. Plusieurs centaines de milliers d'hectares de terres sont cultivés dans le Sahara algérien. Cet apport de terres de production a mis en relief l'essentialité des besoins en eaux. Selon Ali Daoudi enseignant-chercheur à l'École nationale supérieure d'agronomie (ENSA), il faut penser à plus de technologie à travers des bureaux d'études et de conseil.

Par Réda Hadi

Pour cet enseignant, le problème de l'agriculture tant au Nord qu'au Sud du pays, est lié à celui de l'eau, car le lien entre la maîtrise de l'eau (irrigation) et l'agriculture est primordial. Avec le changement climatique l'agriculture n'est plus pluviale, d'où la maîtrise de l'irrigation pour développer ce secteur. «L'apport de l'eau aux cultures devient un enjeu important», souligne-t-il.

Et sur ce plan, l'Algérie, ces 25 dernières années, a réalisé des avancées considérables, en se tournant vers le sud, et ce d'autant plus que pur ce régime pluviale nous ne disposons que de 1,4 millions d'hectares, irrigués principalement par des eaux souterraines. Pour Daoudi, « en fonction des spécificités des terres, il faut savoir créer des irrigations conjoncturelles ». Et de souligner que de nos jours, « nous nous devons adapter notre agriculture aux nouvelles technologies associées à l'IA (intelligence artificielle). C'est un option incontournable », insiste-t-il.

Or, pour cet expert, si, acheminer l'eau à travers des conduites demande énormément d'investissements, nous pouvons la contourner par des méthodes appropriées, dont nous maîtrisons l'utilisation. Et de citer entre autres exemples, l'irrigation au goutte à goutte. Or dans ce contexte, cet enseignant chercheur appelle à produire des innovations adaptées permettant de garantir la pérennité des investissements. Pour revenir aux innovations, le professeur Daoudi souligne que l'IA permet d'accéder à plus de maîtrise et de gestion et de citer « l'exploitation des données qui nous viennent du sol pour adapter l'irrigation de façon de permettre de disposer des quantités d'eau utilisées à bon escient, en fonction du sol ». Pour lui, c'est en cela que pour développer davantage notre agriculture, il faut qu'il y est derrière une technologie adaptée et maîtrisée. « Et pour cela » dit-il « Il est primordiale d'associer les ingénieurs agronomes, en facilitant leur installation, dans des bureaux d'études ou de conseil ». Les agriculteurs, ne sont pas censés maîtrisés, les nouvelles technologies

et l'apport de ces professionnels sera essentiel.

« Nous sommes confrontés à des conditions climatiques extrêmes, pour lesquelles il est essentiel de produire des innovations et des technologies adaptées afin de garantir la durabilité de ce secteur », a-t-il recommandé dans une déclaration à la radio nationale « chaîne III ». Abordant le cas des fermes pilotes récemment restructurées, celui-ci estime, qu'il faut davantage approfondir la réforme, et savoir utiliser ces fermes.

« Car » a-t-il affirmé, ces fermes devraient être un modèle pour les technologies, et si la réforme est récente, il faut dans ce cas, attendre un peu pour en connaître les résultats et tirer des conclusions, mais ce qui importe le plus, c'est de lever des obstacles qui persistent encore. Globalement pour Daoudi, il faut parvenir à proposer des options alternatives dans ces zones où c'est l'agriculture qui prime. Car l'enjeu n'est pas d'augmenter les superficies arables, mais bien les superficies irriguées.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Nécessité d'améliorer l'efficacité et la traçabilité des fonds d'aide

L'édition 2024 sur l'état de la sécurité alimentaire dans le monde, qui sera publiée le 24 juillet, recommande d'améliorer l'efficacité et la traçabilité des fonds consacrés à la sécurité alimentaire et à la nutrition, a indiqué l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans un communiqué publié sur son site web. Ce document qui sera présenté lors de la réunion ministérielle du Groupe de travail du G20 sur l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, propose des financements supplémentaires mieux ciblés pour éradiquer la faim. Les auteurs du rapport soulignent que la structure actuelle des financements est "inefficace" en raison de sa fragmentation et de l'absence de consensus sur les priorités, avec de nombreux acteurs menant des projets souvent limités et de courte durée. "La majorité de l'aide publique au développement soutient la consommation alimentaire, tandis qu'une moindre partie s'attaque aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, et encore moins à la santé", expliquent-ils. Pour optimiser ces aides, ils recommandent de renforcer l'harmonisation et les synergies entre les sources de financement pour augmenter efficacement les ressources dans les régions les plus touchées. "Compte tenu de la complexité de la sécurité alimentaire et de la nutrition, une approche plus globale est nécessaire", insistent-ils. Comme l'explique le document, l'objectif est de saisir l'impact global des solutions définies en fonction des résultats. "Par exemple, le développement de l'accès à l'énergie en zone rurale peut améliorer la productivité agricole en fournissant l'électricité nécessaire pour l'irrigation, les machines, et les installations de stockage". Cette nouvelle approche du financement destinée à éliminer la faim et l'insécurité alimentaire pourrait débloquer des financements supplémentaires et optimiser l'utilisation des ressources existantes, souligne le rapport, en suggérant également de recourir davantage aux financements mixtes, du fait de l'ampleur du problème qui dépasse les capacités du secteur public. L'Etat de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde est un rapport annuel élaboré par la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Les mesures d'accompagnement mises en avant

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) a organisé, jeudi, à Alger, une journée de sensibilisation sur l'exportation au profit des exportateurs et des acteurs intéressés par cette activité, dans l'objectif de mettre en avant les avantages et les mesures décidées par les autorités publiques pour promouvoir les exportations hors hydrocarbures à travers l'accompagnement des exportateurs.

Cette réunion s'est déroulée au siège de la CACI en présence d'un nombre considérable d'opérateurs économiques, y compris les propriétaires de petites et moyennes entreprises (PME) souhaitant se lancer dans le monde de l'exportation et activant dans plusieurs domaines tels que l'agroalimentaire, la chimie, les cosmétiques, l'équipement électrique, les produits agricoles, les appareils électroniques et électroménagers, ainsi que des experts dans les domaines de la logistique, du transport et du consulting.

S'exprimant à cette occasion, le DG de la CACI, Hocine Zaoui, a précisé que cette journée intitulée "Journée de l'ex-

portation" s'inscrivait dans le cadre de la poursuite des efforts visant à soutenir l'activité d'exportation à travers l'organisation d'une série de rencontres de sensibilisation au profit des opérateurs économiques concernés par l'exportation.

Après avoir indiqué que "l'exportation est un grand défi", le même intervenant a rappelé que l'Algérie, qui était parmi les grands importateurs de plusieurs produits tels que les matériaux de construction, les produits alimentaires, le ciment et la céramique, est aujourd'hui l'un des principaux pays exportateurs, d'où l'impératif de préserver ces acquis tout en œuvrant à exporter d'autres produits".

Estimant que "l'objectif d'atteindre un volume d'exportations hors hydrocarbures de 30 mds usd d'ici 2030 est réalisable compte tenu des capacités dont dispose l'Algérie", le même responsable a souligné que "la responsabilité de l'opérateur économique consiste à respecter les normes d'exportation, dont la qualité, l'emballage, ainsi que sa compétitivité sur les marchés étran-

gers". Zaoui a fait savoir que les différents services de la CACI étaient disposés à écouter les préoccupations des opérateurs économiques et à les accompagner, appelant ces derniers à bénéficier des différentes mesures prises par les pouvoirs publics dans le cadre de la stratégie de promotion des exportations hors hydrocarbures ainsi que des décisions prises pour accompagner et encourager les exportateurs. Pour sa part, le directeur de la coopération internationale et du partenariat au niveau de la Chambre, Kamel Khelifache, a indiqué que cette rencontre s'inscrivait dans le cadre des opérations de sensibilisation et de formation au profit des opérateurs économiques, notamment en matière d'exportation, ajoutant qu'elle était "destinée aux opérateurs exportateurs ainsi qu'aux propriétaires d'entreprises souhaitant se lancer dans le monde de l'exportation". "Pendant plusieurs années, les exportations hors hydrocarbures en Algérie s'élevaient à près de 2 mds usd, mais après l'élaboration d'une stratégie nationale de promotion des exportations et la mise en place de plusieurs me-

sures visant à encourager les opérateurs économiques à exporter, les exportations hors hydrocarbures ont connu un bond significatif, atteignant près de 7 mds usd, avec l'objectif d'atteindre 30 mds usd, d'ici 2030", a-t-il fait savoir.

Et d'ajouter: "Porter le volume des exportations hors hydrocarbures à 30 mds usd à l'horizon 2030 se veut un défi qui peut être réalisé grâce à plusieurs facteurs, tels que le climat d'affaires qui incite les investisseurs locaux et étrangers à diversifier la production industrielle, agricole et de services".

Il a appelé, à cet égard, les opérateurs économiques à saisir les opportunités disponibles pour se positionner au niveau des marchés extérieurs, notamment à la faveur des facilités accordées par les pouvoirs publics pour les accompagner et les encourager, y compris celles données dans le cadre du Fonds spécial pour la promotion des exportations (FSPE) relatives à la contribution aux coûts d'exportation, en sus des facilitations fiscales et douanières.

R E.

AADL 3
L'opération
d'inscription
reprenra après
examen des
demandes de
souscription reçues

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a annoncé, vendredi dans un communiqué, que l'opération d'inscription au programme AADL3 "reprenra immédiatement après l'examen de toutes les demandes de souscription". "La suspension de l'opération d'inscription au programme AADL3 est intervenue dans le but de procéder à l'examen des 1.440.340 demandes de souscription" enregistrées, ajoute le communiqué. "L'opération d'inscription au programme AADL3 reprendra immédiatement après l'examen de toutes les demandes de souscription", conclut le document.

ALERTE MÉTÉO
Canicule annoncée
aujourd'hui
à l'Est du pays

Une vague de canicule affectera, dimanche, plusieurs wilayas de l'Est du pays, avec des températures qui atteindront 46 degrés, annonce samedi, un Bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. Placé au niveau de vigilance "Orange", le bulletin concerne les wilayas d'El Tarf, Annaba, Sud de Skikda, Sud de Bejaia, Guelma, M'sila et Ouest de Batna, où les températures maximales oscilleront entre 42 C et 44 C, atteignant localement 45/46 C sur les wilayas côtières de l'extrême Est. Les températures minimales varieront, quant à elles, de 28 C à 32 C durant la validité du bulletin, précise la même source.

FÊTE DU BIJOU D'ATH YENNI
Participation de 138 artisans

La nouvelle édition de la fête du bijou, qui s'est ouverte jeudi dernier, est marquée par la participation de 138 artisans, dont 109 bijoutiers d'Ath Yenni, le reste étant des artisans dans d'autres métiers tel que la vannerie, la tannerie, dinanderie, poterie, peinture sur soie, savon artisanal, taille du corail et autres. Des artisans d'une quinzaine de wilayas, dont Tamanrasset, Tipasa, Tlemcen, Bejaia, El Kala, Ouargla et Médéa prennent part à la fête. Ce rendez-vous, qui se poursuivra jusqu'au 27 juillet courant, a été l'occasion pour les bijoutiers pour poser le problème d'indisponibilité de la matière première,

notamment le corail et l'argent. A ce propos M. Cherat a appelé à la mise en place d'un Fonds de soutien à la matière première et un Fonds de solidarité aux bijoutiers afin de pérenniser le travail de l'artisan bijoutier et de son art ancestral. Le Secrétaire général de la wilaya, Miloud Felahi, qui a donné le coup d'envoi de la fête, a assuré les artisans que l'accompagnement nécessaire leur sera garanti afin de maintenir et de préserver ce métier qui fait partie de la large palette de métiers de l'artisanat algérien d'autant plus que la réputation du bijou d'Ath Yenni a dépassé nos frontières.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

LE MUSÉE DE L'ETUSA À ALGER

Un témoin du temps qui restitue les mutations historiques et sociales

Le Musée de l'Etablissement des transports urbains et suburbains d'Alger (Etusa), inauguré mercredi à Alger, se dresse tel un témoin du temps, qui restitue les mutations historiques et sociales depuis la fin du 19e siècle à la période post-indépendance, puis contemporaine. Baptisé du nom du martyr de la Révolution, "Tahar-Rabia", ancien employé de cet établissement, tombé au champ d'honneur le 29 décembre 1961, le musée se déploie sur les trois espaces, de la grande cour, du sous-sol et du premier étage, du Centre de formation de l'Etusa à Alger. Ainsi, le regard du visiteur est d'entrée attiré par les différents modèles de véhicules utilisés depuis 1882, époque des "Omnibus à chevaux", passant par ceux de la période des années 1960-1970 et les bus électrifiés, les téléferiques et au-

tres maquettes de bus anciens, ainsi que les tenues de travail des employés, les outils de contrôle, les petits appareils à levier manuel pour la distribution des tickets, les gros moteurs de véhicules et les pièces de rechanges, entre autre. Le premier étage présente une exposition de photographies et de vidéos diffusées en boucle sur des écrans de télévisions, restituant des carrières militantes de quelques employés-martyrs de la révolution, et les parcours professionnels singuliers d'artistes ayant travaillé à plein temps ou en extra, dans ce grand établissement de transport urbain, à l'instar du regretté Dahmane El Harrahi, le plasticien Denis Martinez ou encore, Abdelmadjid Meskoud, présent à cette cérémonie inaugurale, et à qui une distinction honorifique a été remise. Dans la partie sous-sol du musée, d'anciens modèles de voitures suscitent da-

vantage l'émotion et réveillent le sentiment nostalgique du passé, où l'Etablissement de transport urbain à Alger, comme dans d'autres grandes villes d'Algérie, a joué un rôle de grande utilité publique, en assurant au quotidien le déplacement des citoyens et en marquant sa présence également lors de "festivités religieuses, nationales, artistiques ou sportives", atteignant dignement le nombre de "40 millions d'usagers par an", selon le directeur général de l'Etusa, Yacine Krim. Des distinctions honorifiques, des trophées et des médailles ont été distribués aux meilleurs employés de l'Etusa, ainsi qu'aux familles des martyrs, Tahar Rabia et Mahmoud Zani, dont le Site de Bir-Mourad-Rais de l'établissement, a été baptisé de son nom, avant l'inauguration du Musée de transport de l'Etusa, (Ex. RSTA).

PANNE MONDIALE DES SERVICES DE MICROSOFT

Les opérations de l'aéroport d'Alger n'ont pas été touchées

L'aéroport international d'Alger tient à rassurer ses passagers et partenaires que ses opérations n'ont pas été touchées et ses systèmes informatiques restent pleinement opérationnels et sécurisés, suite à la panne mondiale ayant affecté les services de Microsoft, indique vendredi un communiqué de l'établissement de gestion des services aéroportuaires d'Alger. "Suite à une panne informatique mondiale dans le système Microsoft et l'antivirus Crowd Strike, aujourd'hui 19 juillet,

des perturbations majeures ont été enregistrées dans le secteur du transport aérien. L'aéroport international d'Alger rassure ses passagers et partenaires que, malgré la panne récente mondiale affectant les services de Microsoft, nos opérations n'ont pas été touchées. Nos systèmes informatiques restent pleinement opérationnels et sécurisés", souligne le communiqué. La même source tient à rassurer que "les vols départs de la journée du 19 juillet 2024 se sont déroulés dans des bonnes

conditions, sauf pour le sous-traitant Swissport qui a connu des perturbations, d'où le traitement manuel des vols des deux compagnies Transavia et Vueling". L'aéroport d'Alger "travaille en étroite collaboration avec tous ses partenaires pour suivre l'évolution de cette situation à l'échelle mondiale", ajoute le communiqué, précisant que "les équipes techniques sur place mettent en œuvre tous les moyens pour minimiser les éventuels impacts sur les opérations aéroportuaires et assurer la continuité des services essentiels".

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 14 جويلية 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 14 Juillet 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	94	102	86	البطاطا
	Tomate	68	80	56	الطماطم
	Oignon sec	48	54	43	البصل الجاف
	All sec	324	387	261	الثوم الجاف
	Carotte	77	92	61	الجزر
	Navet	183	199	166	لفت
	Poivron	99	111	87	الفلفل الاخضر
	Piment	121	139	104	الفلفل الحار
	Courgette	79	89	68	الكوسة
	Haricot vert	209	230	188	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	93	103	82	الخس
	Pomme locale	436	534	338	التفاح المحلي
	Datte	555	690	420	التمر
	Melon	113	125	101	البطيخ الاصفر
	Pastèque	86	97	74	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Banane	323	338	308	الموز
	Viande bovine locale	1747	1891	1603	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	337	349	326	الدجاج
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	89	حليب البقر (لتر)

CRÉATION DE START-UP ET MICRO-ENTREPRISES

Le satisfecit du ministre Yacine Oualid

L'Algérie a mis en place des centres de développement de l'entrepreneuriat à travers tout le pays pour offrir des ressources et du soutien aux nouveaux entrepreneurs, indique Yacine El-Mahdi Oualid, ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises. Ces initiatives, ajoute-t-il, ont été complétées par la création de 104 centres d'accompagnement à l'entrepreneuriat, qui ont permis de former et de soutenir 1 770 petites entreprises. Parallèlement, un accent particulier a été mis sur la labellisation des start-up, avec plus de 2 300 entreprises obtenant ce label, facilitant ainsi leur accès au financement et à d'autres ressources nécessaires à leur croissance.

Par Mourad A.

Lors d'une interview accordée à la télévision publique, le ministre a révélé que le nombre d'auto-entrepreneurs en Algérie a atteint 14 000. De plus, l'Agence nationale pour la promotion de l'entrepreneuriat se mesure désormais aux entreprises réelles créées. En ajoutant à ces réalisations, plus de 7 800 entreprises ont été créées, dont 2 300 ont reçu le label « Start-up ». Le ministre s'attend à ce que ces entreprises émergentes deviennent de grandes sociétés prospères dans les années à venir, valorisant la contribution significative des jeunes Algériens à la diversification de l'économie nationale. En outre, les 104 centres d'accompagnement ont formé et soutenu 1 770 petites entreprises, tandis que le secteur de l'enseignement supérieur a joué un rôle crucial dans l'essor des start-up et des micro-entreprises. En effet, l'Algérie est désormais au premier rang des nations arabes en termes de nombre d'incubateurs universitaires,

avec 118 pépinières d'entreprises universitaires, dont un incubateur numérique. Ces incubateurs ont permis la valorisation des travaux et produits de recherche des jeunes étudiants, aboutissant à la création de start-up, de micro-entreprises, d'entreprises subsidiaires, et de brevets d'invention commercialisables. Dans le même sillage, le représentant du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Ahmed Mir a indiqué que plus de 200 entreprises subsidiaires ont été créées récemment, un précédent dans ce secteur. De plus, 500 projets innovants ont été labellisés par la Commission nationale d'attribution du label et transformés en start-up. En juillet, plus de 2 200 étudiants ont été formés dans les centres de développement de l'entrepreneuriat, qui les accompagnent dans le domaine de l'entrepreneuriat classique et des micro-entreprises. Pour rappel, depuis 2020 et sous l'ère du président Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie a mis en place une politique ambi-

tieuse pour promouvoir les start-up et les micro-entreprises. Cette politique s'inscrit dans la volonté de diversifier l'économie nationale et de réduire la dépendance aux hydrocarbures. En 2020, le gouvernement a créé le ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, confié à Yacine El-Mahdi Oualid. Ce ministère a rapidement mis en œuvre plusieurs initiatives pour soutenir l'entrepreneuriat, notamment la création de l'Agence nationale pour la promotion de l'entrepreneuriat (ANPE) et le lancement de divers programmes de formation et d'accompagnement des entrepreneurs. Ces initiatives ont porté leurs fruits, faisant de l'Algérie un leader régional en matière de soutien aux start-up et de développement de l'entrepreneuriat. Face à ces réussites, il est néanmoins crucial de réajuster ou repenser la stratégie de communication entourant ces dispositifs pour assurer une meilleure visibilité aux initiatives des start-up et des auto-entrepreneurs.

USTHB

Plus de 200 projets innovants et 64 brevets d'invention recensés

L'Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediene (USTHB) d'Alger a enregistré, au cours de l'année universitaire 2023/2024, plus de 200 projets innovants, 64 brevets d'invention déposés, et plus de 10.000 étudiants diplômés, a indiqué, vendredi, un communiqué de l'université. Plus de 200 projets innovants et 64 brevets d'invention ont été recensés, précise la même source faisant état de plus de 10.000 étudiants diplômés au titre de l'année universitaire 2023/2024, dont 5729 diplômés en licence et 5204 pour le master, précise la même source. S'agissant du doctorat, le nombre des étudiants de ce cycle a atteint 921 avec 186 thèses enregistrées, selon le communiqué. Et de rappeler que Sonatrach "recrute 106 majors de promotion", ajoute la même source. A cette occasion, le directeur de l'université, Djamel Ed-dine Akretche, a salué les efforts de l'Etat dans la promotion de l'enseignement supérieur, soulignant que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "a placé l'université au centre de ses préoccupations, en l'érigeant en locomotive pour le développement des capacités technologiques et intellectuelles en vue de lui permettre de contribuer activement au développement de l'économie nationale". Et d'ajouter que ces efforts ont contribué largement "bon fonctionnement des différents services de l'université tant pour la recherche que pour la pédagogie".

AVEC 456.7 MILLIARDS DE DINARS DE DÉPÔTS ISLAMIQUES EN 2022

La Finance islamique en pleine expansion en Algérie

Par Sirine R

L'évolution de la finance islamique dans le monde connaît une croissance significative, avec un nombre croissant de pays non islamiques l'adoptant, renforçant ainsi son rôle croissant dans le secteur financier mondial. En Algérie, cette tendance est également observable grâce à l'établissement de cadres réglementaires solides et à la mise en place d'institutions spécifiques, marquant une étape décisive vers son intégration et son développement. Selon les données les plus récentes, les dépôts islamiques en Algérie ont atteint 546.7 milliards de dinars en 2022, représentant 3.7% du total des dépôts bancaires. Cette expansion est largement soutenue par Al Baraka Bank et Al Salam Bank, les deux principaux acteurs détenant ensemble 73.3% des dépôts islamiques dans le pays. Depuis 2020, la finance islamique en Algérie a connu une évolution remarquable. En 2022, les dépôts islamiques ont augmenté de 23.6%, atteignant ainsi 546.7 milliards de dinars algériens, reflétant 3.7% du total des dépôts bancaires nationaux. Cette croissance est principalement attribuée à une forte augmentation des dépôts dans les banques publiques, qui ont triplé pour atteindre 64.5 milliards de dinars, tandis que les banques privées ont vu une augmentation de 14.3%. Les principaux acteurs, Al Baraka et Al Sa-

lam, ont ensemble capté 73.3% des dépôts islamiques. En parallèle, les produits de financement islamiques ont totalisé 381.7 milliards de dinars à la fin de 2022, en hausse de 6.5% par rapport à l'année précédente. Bien que cette croissance soit significative, leur part reste modeste, ne représentant que 1.3% de l'ensemble des financements. Cette trajectoire démontre une expansion continue et un intérêt croissant pour la finance islamique en Algérie, soutenue par une réglementation robuste et des initiatives sectorielles renforcées. Rappelant que le paysage bancaire algérien comprend deux institutions spécialisées dans les produits financiers islamiques : Al Baraka Bank, fondée en 1991, avec une participation de 44% de la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR) et 56% du groupe saoudien Al Baraka ; ainsi que Al Salam Bank, établie en 2008, principalement détenue par le groupe bahreïnien Al Salam Bank. De plus, douze établissements financiers, dont dix banques conventionnelles, proposent également des produits conformes à la finance islamique, ce qui représente un nombre significatif au sein du secteur bancaire algérien, qui compte au total 28 établissements. L'Algérie, sous la direction de son président Abdelmadjid Tebboune, a consolidé les bases réglementaires de la finance islamique dès 2020, avec l'adoption de la loi 2020-02 et de

l'Instruction 03-20, définissant les opérations bancaires islamiques et leurs procédures techniques. Cette initiative a revitalisé le marché des produits de la finance islamique, renforçant ainsi son intégration dans le système financier national. En conclusion, l'Algérie joue un rôle de premier plan dans le développement de la finance islamique en Afrique, illustré par la création de l'Autorité Nationale de la Fatwa pour l'Industrie Financière Islamique en 2020, sous la supervision du Conseil Supérieur Islamique. Cette avancée vise à étendre l'expertise algérienne à d'autres nations africaines, facilitant ainsi l'adoption et la croissance continue de cette pratique financière dans la région.

Des défis à surmonter

Dans un forum organisé à Alger par le journal ElChâab, le Professeur Mohamed Boujellal, expert économique et membre du Conseil Supérieur Islamique a enrichi cette perspective en soulignant que l'Algérie, avec son histoire pionnière dans la finance islamique depuis les premières initiatives dès 1929, continue d'être un exemple de leadership dans le monde musulman. Ses efforts pour structurer et réguler efficacement ce secteur, notamment à travers la création d'organismes de supervision comme l'Auto-

rité de Contrôle et de Surveillance des Institutions Financières Islamiques en 1990, ont jeté les bases d'un développement soutenu et d'une adoption accrue à travers le continent africain. L'expertise algérienne dans les sukuk islamiques, présentée comme une alternative robuste aux obligations traditionnelles, témoigne de son potentiel à influencer positivement le marché financier mondial. Le Professeur Boujellal souligne également l'engagement politique solide en faveur de la finance islamique, manifesté par l'adoption rapide de cadres réglementaires et l'encouragement actif à la création de nouvelles institutions financières islamiques. Ces initiatives sont non seulement cruciales pour répondre à la demande croissante des consommateurs mais aussi pour renforcer la confiance dans ce secteur émergent et prometteur. À cet égard, les défis restent importants, notamment en matière de professionnalisation et de développement des organes de supervision pour garantir la stabilité et la transparence du marché financier islamique en Algérie. Le Professeur Boujellal appelle à une coopération accrue entre les secteurs public et privé pour surmonter ces défis et maximiser les avantages économiques et sociaux que la finance islamique peut apporter à l'économie algérienne et au continent africain dans son ensemble.

Par M. A.

BLIDA

Exportation de la 1^{ère} cargaison de carpes vers le Burkina Faso

Une cargaison de carpes élevées dans des barrages a été exportée mercredi à partir de Meftah, wilaya de Blida, vers le Burkina Faso, sous la supervision du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques. "Il s'agit de la première expérience du genre, représentée par l'exportation d'une première cargaison de 600 kg de carpes élevées en eau douce (barrages) vers le Burkina Faso, par voie aérienne, en raison de la spécificité de ce produit frais nécessitant des conditions de conservation particulières", a expliqué l'opérateur économique, Zoubir Rabate, en marge de cette opération d'exportation réalisée par son entreprise à partir d'une unité de conditionnement privée. Il a aussi souligné la programmation à l'exportation d'autres cargaisons de poisson vers des pays africains, à l'instar du Sénégal et la Côte d'Ivoire, notant la réalisation précédemment de plusieurs opérations d'exportation de produits alimentaires vers un pays africain qu'il a qualifié de "marché prometteur". Le directeur du contrôle des activités de pêche et d'aquaculture et de régulation du marché au ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, Abderrahmane Hantour a affirmé, pour sa part, "l'implication du secteur dans la politique générale du pays portant augmentation de la valeur des exportations hors hydrocarbures", notant que "la valeur des revenus issus des exportations des produits halieutiques vers l'étranger a été estimée à près de 35 millions de dollars en 2023". "Le secteur mise sur les marchés africains, particulièrement suite à l'adhésion de l'Algérie à la zone d'échange commerciale d'exportation des produits halieutiques, notamment les poissons d'eau douce", a-t-il assuré. M. Hantour a ajouté que l'Algérie compte actuellement près de 70 barrages ensemencés en diverses espèces de poissons, rappelant que les opérations d'ensemencement ont été entamées en 2006 "dans le but de renforcer la production du poisson à travers les barrages et d'exploiter tous les plans d'eau du pays". Plus d'une cinquantaine de pêcheurs activent dans la capture du poisson à travers les barrages du pays, a souligné le même responsable, informant que les poissons d'eau douce sont vendus dans les marchés locaux.

BECHAR

Maintenir la cadence des travaux de réalisation du projet de transfert des eaux

Le ministre de l'Hydraulique Taha Derbal a mis l'accent jeudi à Bechar sur la nécessité de la poursuite de la cadence actuelle des travaux de réalisation du projet d'envergure de transfert des eaux albiennes du champ de captage de Guetrani vers Bechar.

"Je suis satisfait de la cadence actuelle des travaux. J'insiste sur la poursuite des efforts de concrétisation de ce projet d'envergure qui nous permettra dès le mois de décembre prochain, la sécurisation et le renforcement de l'alimentation en eau potable (AEP) des habitants des communes de Bechar, Kenadza et Abadla à travers le transfert à partir du même champ de 80.000 M3/jour" a déclaré le ministre lors d'une visite de travail dans la région . Actuellement les travaux de réalisation de ce projet entamé en mars 2024, ont atteint un taux d'avancement de 58 % , la livraison étant prévue décembre prochain, a indiqué de son côté le directeur général de l'agence nationale des barrages et des transferts (ANBT), Messaoud Maatar (principal maître de l'ouvrage). "D'un coût global de plus de 32 milliards dinars, ce projet hydraulique se décline en la réalisation et l'équipement de 26 forages, dont 12 forages ont été réceptionnés et le reste en cours de réalisation avec des taux variant entre 42,58 et 80 % , selon le même responsable . Les autres équipements de ce projet, à savoir une canalisation de conduite vers Béchar de 213 km, d'un réseau de collecte des eaux des forages sur un linéaire de 57 km, et de trois (3) grandes stations de pompage, enregistrent une avancée "appréciable" des travaux , ce qui permettra dès le mois de novembre prochain de procéder aux premiers essais de transfert des eaux vers Bechar, a expliqué M. Maatar, lors de la visite d'inspection du ministre de l'Hydraulique aux différents sites de ce projet d'envergure. Auparavant M. Derbal ,a donné le coup

d'envoi officiel du projet de réalisation et équipement de dix (10) importants forages pour le renforcement des besoins en eau de la nouvelle zone industrielle de "Toumiat", où est prévu la réalisation du complexe sidérurgique de Bechar, au titre de la valorisation du gisement de fer de Gara-Djebilet (Tindouf) et dont la première unité mixte de production de concentré de minerai de fer est en cours de réalisation par l'entreprise nationale de fer et de l'acier (Feraal) et le complexe sidérurgique Tosyali de Bethioua (Oran). Ce projet hydraulique d'un coût de plus d'un milliard dinars et qui sera doté d'un château d'eau d'une capacité de stockage de 5.000 M3, sera réceptionné au début de 2025, selon des responsables de la direction locale de ce secteur . En plus de ce projet, la même zone industrielle a aussi bénéficié d'une opération de transfert des eaux épurés à partir de la nouvelle station de traitement et épuration des eaux usées (STEP), à travers une adduction de 63 km, grâce à la mise en place de deux (2) importantes stations de pompage des eaux traitées à partir de la même STEP et ce avec un financement sectoriel de plus de 5 milliards dinars , a-t-on ajouté Le ministre de l'Hydraulique a aussi procédé au cours de cette tournée à la mise en service de la STEP de Bechar, cette importante réalisation unique en son genre dans la région, réalisée et équipée avec un coût de plus de quatre (4) milliards dinars, dispose d'une capacité de traitement de 55.000 m3/jour, devant ainsi permettre de traiter les eaux usées d'une population de 386.000 habitants à l'horizon 2040", ont indiqué les respon-

sables de l'office national d'assainissement (ONA). Cette station de cinquième génération est dotée de six bassins dont trois (3) bassins d'épuration, d'une station de prétraitement, de trois (3) autres bassins de clarification des eaux usées, deux (2) autres bassins épaisseurs en forme circulaire, destinés au traitement de la boue et un lit de séchage le tout fonctionnant avec des équipements ultramodernes. Les eaux usées urbaines traitées et épurées par cette station seront aussi réutilisées pour l'irrigation agricole, au profit d'une superficie de 1.200 hectares, a-t-on fait savoir. Elles seront également réinjectées dans l'oued Bechar sans risque de polluer l'environnement de ce site naturel dont une opération d'aménagement pour en faire un site de détente et de loisirs des populations est retenue parmi les projets d'avenir du secteur des ressources en eau, a indiqué pour sa part le directeur local du secteur, Kheireddine Allal. Cet ouvrage qui s'étend sur 40 hectares a pour but aussi, la préservation de la santé publique des maladies à transmission hydrique (MTH), la protection de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie et du milieu dans cette même collectivité, a souligné M. Allal. Le ministre de l'hydraulique a achevé sa visite de travail dans la wilaya de Bechar par l'inspection des chantiers de construction de cinq importants châteaux d'eau d'une capacité globale de retenue de 120.000 M3, et ce au titre des efforts d'alimentation et de sécurisation de l'AEP dans la région .

TÉBESSA

Inscription de 8 opérations pour le secteur des ressources en eau

Huit opérations inscrites au budget complémentaire de la wilaya de Tébessa de l'exercice 2024 au profit du secteur des ressources en eau seront lancées "dans les plus proches délais", a indiqué jeudi le vice-président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), Abdelghani Boudhiba. M. Boudhiba a précisé en marge des travaux de la seconde session ordinaire de cette assemblée qu'après des délibérations, il a été décidé d'octroyer d'importantes enveloppes financières pour

huit opérations de développement du secteur des ressources en eau portant sur l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement de plusieurs communes. Il s'agit notamment du fonçage, de l'équipement et du raccordement au réseau d'électricité d'un forage dans la commune d'Ain Zerga, de la réalisation d'un château d'eau de 200 m3 dans la commune frontalière d'El Meridj, d'un autre de 100 m3 pour la commune d'Oum Ali et de l'acquisition d'un ca-

mion-citerne pour la commune de Safsaf El Ouesra, selon la même source. Au volet assainissement, il s'agira de la rénovation et de l'extension des réseaux des cités Houari Boumediene de la commune de Bir El Ater, d'Ain Ghrab dans la commune de StahGuetiss, d'El Kara et du PK 16 dans la commune d'El Kouif ainsi que du réseau de la cité El Matar et du réseau principale près la cité 150 logements de la commune de Negrine, a indiqué le même élu.

CLIMAT, RESSOURCES, RISQUE NUCLÉAIRE, IA

Vers une polycrise mondiale ?

Changement climatique, épuisement des ressources, armes extrêmes, IA, etc. : Richard Heinberg se penche sur les différentes menaces qui composent la convergence sans précédent des risques qui nous conduisent à une polycrise mondiale. Sans trouver de réponses faciles, il en vient à la conclusion que la survie collective de l’humanité exigera que nous mettions de côté notre orgueil et que nous nous accommodions des limites environnementales et sociales.

1^{ère} partie

Le philosophe chinois Sun Tzu a écrit qu'en matière de guerre, il est essentiel de connaître tant son ennemi que soi-même. Aujourd'hui, l'humanité a des « ennemis », dont le changement climatique et les armes nucléaires, qui sont à même de détruire la civilisation et des pans entiers des écosystèmes planétaires. Jusqu'à présent, nous ne parvenons pas à vaincre ces ennemis, que nous avons nous-mêmes créés.

En effet, de nouveaux risques existentiels encore plus importants apparaissent, notamment la disparition de la nature sauvage et la prolifération de produits chimiques toxiques qui nuisent à la santé génésique des êtres humains et d'autres créatures. Il y a tant de menaces nouvelles et graves qui apparaissent, et à une telle allure, qu'un mot s'est imposé pour décrire cette convergence de risques inédite : la polycrise.

Notre incapacité collective à renverser la vague croissante de risques témoigne de notre manque de discernement : nous ne connaissons pas nos ennemis ; en outre, nous ne nous connaissons manifestement pas nous-mêmes, car si c'était le cas, nous ne continuerions pas à générer de tels problèmes.

Les êtres humains ont toujours été confrontés à des défis. Mais ce qui se passe aujourd'hui entraîne des conséquences d'une autre ampleur. Si nous ne changeons pas la trajectoire et le rythme des événements, les systèmes mondiaux dont dépend l'existence de l'humanité finiront par s'effondrer, et la civilisation avec eux.

Il est crucial que nous prenions du recul par rapport à ce que nous faisons et que nous fassions preuve de lucidité vis-à-vis de la polycrise. Pour cela il nous faut répondre à trois questions : À quel éventail de risques faisons-nous face ? Pourquoi ne parvenons-nous pas à gérer ou à réduire ces risques ? Et enfin, puisque ces risques sont générés par l'homme, pourquoi créons-nous autant de menaces pour notre propre avenir ?

L'éventail des risques de la polycrise

Voici les ennemis existentiels auxquels nous sommes confrontés : Le changement climatique. Les gaz à effet de serre, produits par les activités humaines, principalement la combustion de combustibles fossiles, font grimper les températures et déstabilisent les régimes climatiques. Le réchauffement rapide du climat aura des conséquences désastreuses sur la production alimentaire mondiale, rendra de nombreux endroits inhabitables et fera monter le niveau des océans, ce qui risque fort de submerger les villes côtières où vivent aujourd'hui des centaines de millions de gens. Malgré des décennies de conférences internationales et des engagements à réduire les émissions de gaz à

effet de serre, les quantités de CO2 qui se répandent dans l'atmosphère au niveau mondial augmentent toujours au lieu de diminuer. La solution essentielle préconisée est une conversion énergétique mondiale pour passer des combustibles fossiles à des sources renouvelables telles que le vent et le soleil. Cependant, le rythme actuel de cette transition est trop lent pour empêcher des effets catastrophiques sur le climat, tandis que le déploiement à grande échelle de ces sources pour fournir la totalité de l'énergie nécessaire aux niveaux d'utilisation actuels nécessiterait une augmentation massive de l'extraction d'un large spectre de minerais.

La disparition de la nature sauvage. Bien qu'il soit techniquement difficile de connaître avec précision l'état des populations de chacune des millions d'espèces distinctes, il est clair que la biomasse totale des animaux sauvages diminue et que les niveaux d'extinction augmentent. On estime que la biomasse des insectes diminue de 1 à 2 % chaque année et que par ailleurs, en ce qui concerne la biomasse des vertébrés terrestres sauvages, elle ne constitue plus qu'un infime pourcentage en comparaison de celle des humains et des animaux domestiqués. Les perturbations de l'habitat sont l'une des causes principales de ces évolutions : à mesure que les zones urbaines s'étendent, que les forêts sont abattues et que l'agriculture industrielle se développe, la faune et la flore sauvages sont contraintes à la marginalité. Or, sans la nature sauvage, l'humanité ne peut subsister.

Les produits chimiques toxiques. Une autre cause de la disparition de la nature sauvage tient à la dispersion sur de grandes distances de produits chimiques toxiques issus des processus industriels. Des recherches récentes montrent que des classes entières de produits chimiques perturbent la reproduction chez les humains et d'autres espèces animales. Une méta-étude récente estime que, parmi les hommes de tous les continents, le nombre moyen de spermatozoïdes a diminué de plus de la moitié entre 1973 et 2018, et que l'exposition aux produits chimiques en était la cause la plus probable. L'étude a également révélé que le rythme de diminution, qui est actuellement d'environ 2 % par an, est en augmentation. Si cette tendance devait se confirmer, elle entraînerait une stérilité masculine quasi universelle d'ici 2060 environ. La santé génésique des femmes est également affectée. Le mauvais état des océans de la planète. Les océans constituent la base de l'écosystème mondial. Cependant, l'augmentation des niveaux de CO2 dans l'atmosphère entraîne une acidification des océans, une hausse des températures océaniques et une baisse des niveaux d'oxygène dans l'eau des océans. Les récifs coralliens de la planète sont en diffi-

culté. Le courant de l'Atlantique Nord, qui confère à l'Europe un climat modéré, est en train de s'arrêter en raison du changement climatique. Les « zones mortes » dues au ruissellement des engrais s'étendent. Enfin, la surpêche entraîne le déclin de nombreuses espèces halieutiques importantes. De façon générale, les océans et la vie qu'ils abritent sont perturbés à un degré jamais atteint auparavant lors des époques géologiques antérieures.

L'épuisement des ressources. Les ressources renouvelables telles que l'eau douce, les sols, les poissons et les forêts sont dans de nombreux cas récoltées ou dégradées beaucoup plus rapidement qu'elles ne peuvent se régénérer. Les ressources non renouvelables, telles que les combustibles fossiles et les minerais (y compris les minerais nécessaires à la transition vers les énergies renouvelables) s'épuisent et sont utilisées d'une manière qui rendra leur recyclage difficile, voire impossible. Pour certains minerais, l'exploitation pourrait durer des siècles si elle se poursuit au rythme actuel, mais pour beaucoup d'entre eux (notamment le sable utilisé dans la fabrication du béton et des semi-conducteurs), l'approvisionnement devient déjà problématique. Dans le même temps, l'épuisement en cours des combustibles fossiles pourrait entraîner des pénuries d'énergie invalidantes, à moins que des sources d'énergie alternatives ne soient développées à un rythme sans précédent.

Tous ces éléments que nous venons de citer peuvent être considérés comme des risques « environnementaux ». Mais nous assistons également à une hausse des problèmes sociaux associés à des risques existentiels. En voici trois : Les armes extrêmes. Les armes nucléaires n'ont été utilisées que deux fois en temps de guerre, car il est largement admis qu'une guerre nucléaire générale anéantirait la majeure partie de l'humanité. Mais si le monde devait entrer dans un conflit à cause des ressources qui s'amenuisent, il est possible que la menace d'une « destruction mutuelle assurée » ne soit plus un frein à leur utilisation. En outre, nous avons plus récemment ajouté de nouveaux types d'armes entraînant une mortalité massive : les armes biologiques, les armes chimiques, les armes robotisées et les armes à impulsions électromagnétiques ciblant les infrastructures essentielles. L'intelligence artificielle (IA). La plupart des analystes s'accordent à dire que l'IA risque fort d'entraîner un chômage généralisé, les machines intelligentes remplaçant les travailleurs. En outre, elle entraînera probablement une explosion de la désinformation, car les « deepfakes », que ce soit vidéos, textes et images rendent de plus en plus compliquée la détection des informations authentiques. Mais avec le développement de l'intelli-

gence artificielle en général, qui pourrait intervenir dans quelques années, l'IA pourrait commencer à modifier le fonctionnement de la société dans des proportions que les humains ne pourraient pas contrôler. Et de fait, de nombreux concepteurs de l'IA affirment que celle-ci constitue un risque essentiel pour l'humanité et la biosphère. Les inégalités. Si l'inégalité n'est pas en soi une menace existentielle pour la civilisation ou la nature, il a été démontré, dans des recherches historiques récentes, qu'elle génère une instabilité sociopolitique. Les inégalités économiques ont augmenté à l'échelle mondiale au cours des dernières décennies, en particulier dans les économies à croissance rapide. Ainsi, alors que justement, nous aurions besoin de cohésion sociale pour relever les défis environnementaux de la polycrise, nous nous retrouvons au contraire confrontés à une polarisation politique croissante et à une baisse de la confiance des populations dans les institutions.

Pourquoi ne parvenons-nous pas à réduire ou à gérer ces risques qui se multiplient ?

À mesure que les crises s'empilent les unes sur les autres, la société a de plus en plus de mal à faire face à chacune d'entre elles de manière adéquate. À elle seule, la lutte contre le changement climatique nécessitera le remplacement des infrastructures mondiales, ce qui coûtera plus de cent mille milliards de dollars. Mais il est difficile pour les décideurs politiques d'accorder suffisamment d'attention à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ses effets lorsqu'ils doivent également faire face à des guerres en Europe et au Moyen-Orient, à la pandémie de Covid, à la polarisation politique et à la menace récurrente d'une crise économique. Les ressources – et il ne s'agit pas seulement d'argent, mais aussi des compétences et de la disponibilité des dirigeants – sont extrêmement limitées. En outre, alors que la menace du changement climatique est sérieuse, le fait d'y consacrer davantage d'efforts empêche de consacrer des fonds et du temps à d'autres problèmes environnementaux tels que l'épuisement de l'eau douce et de la couche arable, ou la prolifération des produits chimiques toxiques. Pourtant, ces évolutions sont également susceptibles de mettre la civilisation à genoux. Il convient d'ajouter que les crises ont souvent des effets secondaires qui les rendent plus difficiles à résoudre. Le changement climatique engendre des flux croissants de réfugiés environnementaux, et absorber ces flux est source de problèmes politiques pour les pays d'accueil, compliquant ainsi la tâche de ces derniers lorsqu'il s'agit de trouver un consensus pour faire porter l'effort sur le ralentissement du changement climatique. ●●●

EGYPTE

Dopay lève 13,5 millions \$ supplémentaires \$ pour son expansion

Il y a 3 ans, la fintech a levé une première partie d'un financement de série A équivalant à 18 millions \$ pour renforcer ses solutions de paiement. En Egypte, l'entreprise de technologie financière Dopay, spécialisée dans la numérisation des paiements au profit de personnes non et sous-bancarisées, a obtenu une extension de série A, d'un montant de 13,5 millions \$. L'annonce a été faite le mardi 16 juillet 2024 par la firme d'investissement Argentem Creek Partners, qui a dirigé cette opération. Cette extension complète un précédent cycle de financement de série A de 18 millions \$, levé en septembre 2021. La fintech cofondée en 2014 par Frans van Eersel et Ahmed Nassef, prévoit d'accélérer sa croissance sur son marché domestique. Dopay y lancera de nouveaux services financiers, et envisage aussi d'étendre sa plateforme à d'autres marchés. « Ces nouveaux fonds nous aideront à élever notre plateforme et, en collaboration avec nos banques partenaires, à exploiter les fonds déposés pour créer un modèle de prêt autofinancé. Ce modèle permettra aux montants déposés d'alimenter un portefeuille de prêts, favorisant ainsi un écosystème financier durable et mutuellement bénéfique », a indiqué Frans van Eersel, fondateur et directeur général de Dopay. La fintech estime à 200 millions, le nombre d'entreprises dans le monde qui dépendent encore des paiements en espèces, et à 1,7 milliard, le nombre de personnes disposant d'un travail rémunéré régulièrement, mais n'ayant pas un compte bancaire.

ARABIE SAOUDITE

Le FMI salue les recalibrages des projets de la Vision 2030

Le Fonds monétaire international a salué les récents recalibrages et ajustements effectués par l'Arabie saoudite sur certains de ses mégaprojets dans le cadre de Vision 2030.

"Nous sommes presque à mi-parcours de Vision 2030", a déclaré Jihad Azour, directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI, et "ces recalibrages font partie de la révision classique de toute stratégie à moyen terme". Selon un récent rapport de Bloomberg News, le Royaume est en train de revoir ses principaux projets, de redéfinir les priorités en matière de dépenses, de détourner des fonds et d'ajuster les budgets. En mai, Reuters a également rapporté que le Fonds d'investissement public "envisage une réorganisation qui comprend la redéfinition des priorités en matière de projets et l'examen de certaines dépenses". M. Azour a déclaré que ces mesures étaient bien accueillies par le FMI, car les autorités saoudiennes sont en train d'examiner et de recalibrer leurs programmes d'investissement. "Ce qui stimule la croissance non pétrolière de l'économie saoudienne, c'est un mélange d'augmentation de la demande, l'impact des réformes structurelles qui ont, par exemple, amélioré l'activité économique mais aussi les indicateurs d'emploi, nous avons vu un doublement de la participation des femmes dans l'économie, (et) une baisse du chômage", a déclaré M. Azour lors d'un entretien avec Jomanna Bercetche dans le cadre de l'émission Horizons Middle East and Africa de

Bloomberg. Les réformes structurelles, les investissements et l'augmentation de la demande grâce à l'ouverture d'un certain nombre de nouveaux secteurs sont les moteurs de la croissance économique, a-t-il ajouté. "La gestion de l'économie, la capacité à maintenir les prix sous contrôle et la traduction de la croissance économique en création d'emplois sont des pas dans la bonne direction pour accélérer la diversification de l'économie et augmenter la taille du secteur non pétrolier", a-t-il également déclaré. En début de semaine, le FMI a revu à la baisse la croissance économique du Royaume de près d'un point de pourcentage, la ramenant à 1,7 % cette année, soit une baisse de 0,9 point de pourcentage par rapport à la prévision précédente de l'agence en avril, qui était de 2,6 %. Dans sa mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale, le FMI a également révisé l'augmentation de la production du pays à 4,7 % l'année prochaine, soit une baisse de 1,3 point de pourcentage par rapport à sa prévision d'avril qui était de 6 %. Lorsque nous examinons l'activité économique non pétrolière, nous constatons qu'elle continue de croître à des taux sains et, en moyenne, nous nous attendons à ce qu'elle dépasse les 4 % à moyen terme", a déclaré M. Azour, ajoutant : "L'inflation est toujours

faible et le taux de chômage est élevé : "L'inflation reste faible et a été légèrement revue à la baisse (à) 1,7 % cette année, ce qui constitue un très bon contrôle des prix et nous nous attendons à ce que l'inflation reste aux alentours de 1,9 à 2 % à moyen terme. Il a déclaré que la principale raison de la révision du FMI est due à l'accord de l'OPEP+ pour limiter la production de pétrole, qui a été prolongé jusqu'en septembre 2025, et à la réduction progressive des réductions volontaires de production du Royaume. En juin, le groupe a accepté de prolonger la plupart de ses réductions importantes de la production de pétrole jusqu'en 2024 et de commencer à les supprimer progressivement l'année prochaine. Les pays membres ont commencé à réduire leur production de 5,86 millions de barils par jour, soit environ 5,7 % de la demande mondiale. "Nous avons dû revoir techniquement la croissance du secteur pétrolier, et pour le secteur non pétrolier, je dirais que le niveau de croissance est toujours plus élevé que la croissance mondiale. Nous prévoyons une croissance de 3,7 % pour le secteur non pétrolier cette année et, à moyen terme, nous nous attendons à ce que le secteur non pétrolier connaisse une croissance supérieure à 4 %.

LIBYE

Saipem recrutée pour la maintenance d'un gazoduc avec l'Italie

Saipem est très engagée dans la concrétisation de projets énergétiques en Afrique où son expertise est régulièrement sollicitée par les compagnies pétrogazières qui y sont actives. Le fournisseur italien de services pétroliers Saipem a officialisé, jeudi 18 juillet, qu'il a été engagé par GreenStream BV, une joint-venture impliquant sa compatriote Eni et la

société publique du pétrole de Libye, pour mettre en œuvre des travaux de maintenance sur le gazoduc GreenStream qui relie la Libye à l'Italie via la mer Méditerranée, sur 510 kilomètres. Dans le cadre de ce marché, Saipem aura pour principales charges l'inspection intégrée, l'ingénierie, la maintenance ainsi que la fourniture de services d'urgence concernant les

structures du gazoduc, notamment la station de compression de gaz de Mellitah en Libye et le terminal de réception du combustible basé en Sicile (Italie). Saipem compte essentiellement faire intervenir sa division en charge de la robotique et des technologies sous-marines avec le soutien logistique de son centre d'ingénierie situé à Fano, en Italie, pour gérer des données

d'enquête et des pièces de rechange critiques ainsi que fournir des services d'ingénierie spécialisés. En plus de ces activités prévues pour garantir l'intégrité opérationnelle de l'infrastructure, Saipem planifiera et préparera divers scénarios de réparations des défaillances du gazoduc, quelle que soit la cause ou l'ampleur de ces dernières.

INDICE DE DÉVELOPPEMENT DES TIC

La Tunisie à la huitième position

Le «Measuring digital development-ICT Development Index 2024», publié récemment, dévoile le classement 2024 de l'Indice de développement des TIC et les performances des pays qui trustent les premières places en matière de connectivité numérique en Afrique. Pour cette année, les résultats réservent des surprises de taille. L'Union internationale des télécommunications a publié, depuis peu, le classement de l'Indice de développement des TIC. Pour cette année, cinq pays africains se démarquent nettement en matière de connectivité numérique ; il s'agit respectivement de la Libye, du Maroc, des Seychelles, de Maurice et de l'Afrique du Sud.

La Tunisie, un score au-dessus de la moyenne africaine Ces pays affichent les niveaux de développement des technologies de l'information et de la communication qui comptent parmi les plus élevés en Afrique. Cela traduit les progrès vers une connectivité universelle et significative. Intitulé «Measuring digital development-ICT Development Index 2024», le rapport a concerné 170 pays et territoires à travers le monde en se basant sur 10 indicateurs, dont «le pourcentage des particuliers utilisant Internet, la pénétration de la téléphonie mobile à large bande mobile, le trafic Internet à large bande mobile, le prix des données mobiles et des services voix et le taux de

possession de téléphones mobiles», assure le rapport. Les pays concernés par cet indice sont évalués sur la base de score allant de 0 à 10. Les scores des différents indicateurs sont ensuite combinés avec le même degré d'importance pour dégager un score global pour chaque pays allant, lui aussi, de 0 (absence totale de connectivité) à 100 points (connectivité optimale). Avec un score de 77,2 points sur 100, la Tunisie arrive à la huitième position. Ce score nous classe au-dessus de la moyenne africaine estimée à 50,3 points. Malgré quelle ne soit pas dans le «Top 5 continental», la progression de la Tunisie est remarquable. En seulement un an, son indice de développement des TIC est

passé de 74,1 points en 2023 à 77,2 points en 2024, soit une hausse de 3,1 points. Une évolution qui revient essentiellement à l'augmentation du pourcentage d'individus utilisant Internet, qui est passé de 89% en 2023 à 92,8% en 2024. Il est à noter que la moyenne mondiale est de l'ordre de 70,5%. Cette progression est aussi due à la pénétration de la téléphonie mobile à large bande et le taux de couverture 3G à 98% et 4G à 99,5%. Néanmoins, pour améliorer davantage les scores tunisiens, il est impératif de réduire les disparités régionales et sociales en matière d'accès et d'utilisation des TIC. Des efforts doivent être entrepris afin de développer l'économie numérique.

DANS LA CAMPAGNE AGRICOLE D'ÉTÉ 2024/2025

Le Zimbabwe injectera 1,6 milliard \$

Au Zimbabwe, la sécheresse induite par le phénomène climatique El Niño a considérablement réduit les récoltes en 2023/2024. Pour le compte de la nouvelle campagne agricole de 2024/2025, le gouvernement prépare un plan de relance de la production dans les différentes filières.

Au Zimbabwe, le plan de production de la campagne agricole d'été 2024/2025 a été dévoilé le 16 juillet en Conseil des ministres. D'après Anxious-Masuka (photo), ministre de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Eau et du Développement rural, cette nouvelle stratégie nécessite un investissement de 1,6 milliard \$. Selon le responsable, l'enveloppe annoncée sera financée à hauteur de 40 % par le gouvernement à travers son programme phare de subvention d'intrants agricoles « Pfumvudza », tandis que le reste des fonds proviendra de la contribution du secteur privé. « Ce plan s'inscrit dans le contexte d'une saison estivale 2023/2024 ravagée par la sécheresse induite par le phénomène climatique El Nino et d'une prévision de meilleures précipitations, compte tenu de la

probabilité croissante de la survenue du phénomène climatique la Nina au cours de la saison estivale 2024/2025 », peut-on lire dans le communiqué du Conseil des ministres. Les interventions seront principalement axées sur les cultures vivrières et fourragères, les oléagineux et les cultures industrielles.

Vers un rebond de la production céréalière ?

Dans le cadre de la campagne estivale de 2024/2025, le gouvernement table sur une croissance de 8,6 % de la superficie consacrée aux céréales qui devraient alors atteindre 2,5 millions d'hectares, soit 200 000 hectares de plus que l'année dernière. « En outre, le rendement des céréales tradition-

nelles devrait passer d'une moyenne de 180 kilogrammes par hectare au cours de la saison d'été 2023/2024 à 800 kilogrammes par hectare », ajoute M. Masuka. Ces projections, si elles se réalisent, devraient permettre à l'appareil productif de récolter 3,2 millions de tonnes de céréales contre une production de 750 000 tonnes réalisée un an plus tôt. La récolte de maïs en particulier est attendue à 2,7 millions de tonnes. La consommation annuelle de maïs s'élève à 2,2 millions de tonnes au Zimbabwe, d'après les données du département américain de l'agriculture (Usda). Rappelons qu'en 2023/2024, le pays d'Afrique australe a enregistré sa pire récolte de la céréale en 8 ans.

UGANDA

Les recettes d'exportations de café au plus haut en 30 ans

L'Ouganda est le premier exportateur africain de café. Le pays qui produit majoritairement le robusta a bénéficié de l'envolée des cours de la matière première au début de l'année 2024 pour améliorer ses performances à l'export. En Ouganda, les expéditions de café ont rapporté 1,14 milliard \$ au cours de l'exercice fiscal de 2023/2024. C'est ce qu'indique l'Autorité de développement du café (UCDA) dans son rapport mensuel de juin 2024. L'enveloppe annoncée affiche une hausse de 35,3 % par rap-

port aux 846 millions \$ de recettes engrangées un an plus tôt et signe la meilleure réalisation de la filière ougandaise à l'export sur les 30 dernières années. Cette performance s'explique dans un premier temps par une augmentation du stock de café placé sur le marché international. En effet, les expéditions ougandaises de la fève ont augmenté de 6,3 % en volume pour atteindre 6,13 millions de sacs, soit 367 800 tonnes (1 sac = 60 kg) entre juillet 2023 et juin 2024.

La filière ougandaise a également bénéficié d'une amélioration des cours de la matière première sur le marché international. Selon les données compilées par l'Organisation internationale du café (ICO), le prix indicatif composite (I-ICP) du robusta a augmenté de 16,8 % pour atteindre une moyenne de 1,93 \$ la livre en avril 2024, son niveau le plus élevé en 45 ans. Il faut aussi souligner que depuis janvier 2024, les cours du café sur la bourse de Londres étaient sur une pente ascendante, grimpant de 49 % pour

atteindre un pic de 4 546 \$ la tonne le 25 avril 2024. Rappelons qu'en Ouganda, le robusta représente plus de 80 % de la production annuelle de café qui tourne autour de 6,7 millions de sacs, soit plus de 402 000 tonnes. En ce qui concerne les débouchés, l'Union européenne (UE) est la principale destination pour le café ougandais, absorbant plus de 70 % des envois en volume, suivis par les Usa, le Maroc, l'Inde et la Serbie.

BOTSWANA

Un prêt de la Banque mondiale pour développer le renouvelable

Le Botswana s'est fixé l'objectif de porter la part des énergies renouvelables à 30 % de son bouquet énergétique d'ici à 2030 et à 50 % d'ici à 2036 avec une première vague de projets d'énergie renouvelable de 335 MW en cours de développement. Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé sa première opération de prêt en faveur du développement des énergies renouvelables au Botswana. Le projet RESA, approuvé le 11 juillet 2024, vise à transformer le paysage énergétique du pays en favorisant les solutions renouvelables et en améliorant l'accès à l'électricité. Selon la Banque, le Botswana dispose de vastes ressources inexploitées en matière d'énergies renouvelables. Le prêt va donc permettre de financer les investissements

nécessaires dans le réseau et le premier système de stockage d'énergie par batterie de 50 MW du pays pour permettre à la première vague de production d'énergie renouvelable d'être intégrée et gérée dans le réseau. En outre, le projet de la Banque mondiale soutiendra les « efforts continus du gouvernement » du Botswana pour améliorer l'accès à l'énergie en finançant l'extension du réseau aux villages ruraux et en améliorant les services d'électricité dans les districts du sud. « Avec le soutien financier et l'assistance technique de la Banque mondiale, cet investissement nous aidera à exploiter nos riches ressources en énergies renouvelables pour un avenir énergétique fiable, abordable et durable. Ce n'est pas seulement essentiel pour notre propre sécurité

énergétique, mais c'est aussi un important moteur de croissance économique », a déclaré Lefoko Moagi (photo), ministre des Minéraux et de l'Énergie du Botswana. Avec un taux de plus de 75 % d'accès à l'électricité, l'un des taux les plus élevés en Afrique subsaharienne, le Botswana réussit de belles performances économiques. Le pays est d'ailleurs considéré comme l'économie la plus compétitive en Afrique selon un classement publié en juin dernier par l'Institut suisse IMD Business School. Toutefois, le mix énergétique est très largement dépendant des énergies fossiles, le pétrole et le charbon notamment. C'est donc une économie à fort bilan carbone qui devra s'adapter aux nouvelles exigences climatiques, en investissant progressivement dans des énergies plus propres.

ANGOLA

Un prêt de 1,6 milliard \$ des USA pour l'accès à l'électricité et à l'eau

En juin 2023, les USA à travers l'EXIM, avaient approuvé un prêt direct de plus de 900 millions \$ en faveur de l'Angola pour soutenir la construction de deux centrales solaires photovoltaïques d'une capacité combinée de 500 MW. Le prêt a depuis été signé et clôturé. Le Conseil d'administration de l'Export-Import Bank of the United States (EXIM) a approuvé le 18 juin un prêt direct de 1,6 milliard \$ pour soutenir la construction de 65 mini-réseaux d'énergie solaire photovoltaïque avec des installations de stockage d'énergie. Ces mini-réseaux alimenteront des systèmes de collecte, de traitement et d'épuration d'eau dans quatre provinces du sud de l'Angola. « Nous sommes très fiers d'approuver ce projet, qui favorisera l'accès à l'énergie propre et à l'eau potable dans des régions clés de l'Angola », a déclaré Reta Jo Lewis, présidente du conseil d'administration d'EXIM, qui ajoute : « L'approbation souligne notre engagement ferme à promouvoir les projets d'énergie renouvelable, à soutenir les exportateurs américains qui font des affaires en Afrique subsaharienne, à approfondir nos relations économiques avec l'Angola et à faire progresser l'initiative du Partenariat pour les infrastructures mondiales (PGI) du président Biden ». La Banque EXIM a finalisé en mai dernier trois transactions historiques pour des projets durables dans le pays. L'une des transactions signées et clôturées est un prêt direct de plus de 900 millions \$ pour soutenir la construction de deux centrales solaires en Angola. Il s'agit du plus grand projet d'énergie renouvelable et de la plus grande transaction en Afrique subsaharienne en 90 ans d'histoire de l'EXIM.

AVEC LA PANNE INFORMATIQUE MONDIALE

Wall Street termine dans le rouge

La Bourse de New York a terminé en berne vendredi, après une rotation des portefeuilles au détriment de la technologie, amplifiée par la panne qui a semé le chaos au sein de multiples entreprises dans le monde.

La Bourse de New York grimace devant la panne informatique géante. Wall Street a terminé en berne vendredi, après une rotation des portefeuilles au détriment de la technologie, amplifiée par une panne mondiale du géant de l'informatique Microsoft, causée par une mise à jour liée à l'antivirus proposé par le groupe américain CrowdStrike. Ce qui a provoqué le chaos au sein de multiples entreprises dans le monde. Avions cloués au sol, pagaille dans les aéroports, fermeture d'hôpitaux, transports urbains perturbés en Europe: le bug informatique responsable de cette crise a été identifié et corrigé, a indiqué CrowdStrike, mais de nombreuses entreprises étaient encore handicapées vendredi soir.

Le titre de CrowdStrike plonge

L'indice Dow Jones a cédé 0,93% à 40.287,53 points, le Nasdaq, à dominante technologique, a perdu 0,81% à 17.726,94 points et le S&P 500, qui achève sa pire semaine depuis avril, a reculé de 0,71% à 5.505,00 points. Le titre de la société américaine CrowdStrike, qui a plongé de presque 20% dans les échanges avant l'ouverture du marché, a fini en baisse de 11,10% à 304,96 dollars. Microsoft, une des premières capitalisations boursières mondiales, qui perdait 1,3% plus tôt, a finalement

cédé 0,74%. La panne a fortement touché le secteur aérien à travers le monde. Les titres des principales compagnies aériennes américaines, dans le rouge une grande partie de la séance, se sont finalement redressés comme Delta (+1,18%) et United (+0,13%). Quelque 2.400 vols ont été annulés aux États-Unis jusqu'ici. «Cette panne a été un gros facteur» de baisse cette séance, a commenté Tom Cahill, de Ventura Wealth Management interrogé par l'AFP. «La semaine a été bien tumultueuse» alors que les rotations de placements s'échappant des grandes capitalisations de la tech ont fait chuter le Nasdaq de quelque 4% sur la semaine.

Netflix boudé malgré ses bons résultats

Selon Tom Cahill, la panne «a certainement renforcé cette rotation», qui a profité au Russell 2000, l'indice des petites et moyennes capitalisations qui, lui, a remporté un gain hebdomadaire de 1,7%. Les investisseurs ont par ailleurs réagi aux résultats de Netflix, dont l'action a été boudée (-1,51%) même si les chiffres trimestriels du leader du streaming ont été meilleurs que prévus. Netflix a dépassé les attentes de Wall Street avec 9,56 milliards de dollars de revenus, dont il a dégagé 2,15 milliards de bénéfice net. Le groupe californien a aussi gagné 8 millions d'abonnés sup-

plémentaires au deuxième trimestre à 277 millions. Mais les prévisions de ventes à venir se sont avérées en dessous des attentes. American Express s'est repliée de 2,74% alors que son chiffre d'affaires trimestriel a déçu, s'élevant à 16,33 milliards de dollars, moins que prévu par les analystes. Starbucks s'est envolé de 6,85% après une prise de participation substantielle, selon le Wall Street Journal, de l'actionnaire activiste Elliott Investment Management dans la chaîne de cafés, dont l'application mobile de commandes de breuvages a été par ailleurs dérangée par la panne informatique liée à CrowdStrike et Microsoft. La société de pré-paiements Green Dot s'est effondrée de 5,70% à 9,26 dollars après avoir écopé d'une amende de 44 millions de dollars infligée par la Ré-

serve fédérale (Fed) pour pratiques trompeuses. Alors que les taux obligataires à dix ans remontaient à 4,23% au lieu de 4,20%, le marché est resté nerveux et attentif aux méandres de la campagne présidentielle aux États-Unis. Tom Cahill soulignait «l'inquiétude ambiante sur les résultats de l'élection (...) dans un marché prêt à subir une correction depuis longtemps». Donald Trump a été formellement désigné candidat républicain à l'élection lors de la convention du parti jeudi soir, tandis que des incertitudes entourent le sort de la candidature du président démocrate Joe Biden. L'indice Dow Jones a cédé 0,93%, le Nasdaq, à dominante technologique, a perdu 0,81% et le S&P 500, qui achève sa pire semaine depuis avril, a reculé de 0,71%, selon des résultats encore provisoires.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Juillet 2024 Valeur : 22 Juillet 2024				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR 	134.2212	134.2362
1	EUR	EURO 	146.6903	146.7604
1	GBP	POUND STERLING 	174.4719	174.5367
100	JPY	JAPANESE YEN 	85.9621	85.9772
1	CNY	CHINESE YUAN 	18.4957	18.4985
1	CHF	SWISS FRANC 	151.8339	151.9196
1	CAD	CANADIAN DOLLAR 	98.1364	98.1761
1	DKK	DANISH KRONE 	19.6673	19.6723
1	SEK	SWEDISH KRONA 	12.6912	12.6951
1	NOK	NORWEGIAN KRONE 	12.4891	12.4924
1	AED	UAE DIRHAM 	36.5367	36.5507
1	SAR	SAUDI RIYAL 	35.7837	35.7896
1	KWD	KUWAITI DINAR 	439.3493	439.5422
1	TND	TUNISIAN DINAR 	43.1429	43.5765
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM 	13.6688	13.6704
1	LYD	LIBYAN DINAR 	27.4201	27.5605
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA 	3.5340	3.5344
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.4000	178.4000

LES AVERTISSEMENTS SUR RÉSULTATS SE MULTIPLIENT

Le CAC 40 cède 2,46% sur la semaine

L'indice parisien perd 0,69% vendredi soir, alors qu'une panne informatique apparemment liée au groupe de cybersécurité CrowdStrike a affecté divers pans de l'économie mondiale. Le CAC 40 cède 2,46% sur l'ensemble d'une semaine marquée par plusieurs avertissements sur résultats. Fin de semaine difficile à la Bourse de Paris. Le CAC 40 clôture en repli de 0,69% à 7.534,52 points ce vendredi, portant à 2,46% ses pertes en rythme hebdomadaire. Faute de statistiques majeures, la séance est surtout animée par une panne informatique mondiale qui a perturbé de nombreux pans de l'économie, en particulier le secteur aérien, avec de nombreux aéroports touchés et des

compagnies aériennes qui ne peuvent plus enregistrer de passagers sur leurs ordinateurs. KLM, filiale d'Air France-KLM, a notamment été contrainte de suspendre une grande partie de ses opérations. L'action Air France-KLM termine en baisse de 2%. Cette panne mondiale a été identifiée et serait due à un incident dans une mise à jour d'outils informatiques de CrowdStrike, entreprise spécialisée dans la cybersécurité, qui a affecté les utilisateurs Windows. L'entreprise a indiqué avoir identifié le problème et avoir déployé un correctif. A Wall Street, Microsoft limite son repli à 0,7% et CrowdStrike ne cède plus que 9,5% , après avoir plongé de près de 15% dans les premiers

échanges Cette panne a affecté certaines places boursières, notamment Londres, dont le service en temps réel de publications d'informations a été perturbé. Ce qui n'a pas été le cas de la Bourse de Paris, son opérateur Euronext ayant indiqué sur son site que tous ses systèmes fonctionnent normalement.

Des punitions en cascade

Du côté des valeurs, plusieurs groupes ont été sanctionnés après avoir livré des publications décevantes. C'est le cas d'Ubisoft qui a lâché 14% après avoir donné au marché des perspectives inférieures aux attentes pour son

deuxième trimestre. Mais la plus forte baisse de l'indice SBF 120 revient à Sartorius Stedim Biotech, qui a chuté de 16,3% après avoir abaissé ses objectifs 2024. Même scénario et même punition pour Sopra Steria qui a rendu 7,9%, après avoir réduit son objectif de croissance organique pour 2024. Sur les autres marchés, l'euro abandonne 0,1% à 1,0887 dollar. Le pétrole consolide, sous pression après les données économiques dégradées venant de Chine. Le contrat de septembre sur le Brent de mer du Nord abandonne 1,3% à 83,98 dollars le baril, tandis que celui d'août sur le WTI coté à New York redonne 1,6% à 79,98 dollars le baril.

ROYAUME-UNI

Le gouvernement lance son projet de renationalisation du rail

Le nouveau gouvernement travailliste au Royaume-Uni a annoncé le dépôt d'un projet de loi pour lancer la renationalisation progressive du rail dans le pays, où la plupart des compagnies ferroviaires sont privées, ce qui était l'une de ses promesses de longue date.

"Après des années de performances mauvaises et inacceptables, le projet de loi constitue un changement historique qui permettra au gouvernement de ramener les services ferroviaires de transport de passagers dans la propriété publique", a annoncé le gouvernement dans un communiqué. Le parti travailliste a remporté largement les élections législatives du 4 juillet au Royaume-Uni, après 14 années de gouvernements conservateurs. Son projet de loi propose de faire passer les opérateurs dans le giron public à l'expiration des contrats des compagnies privées - ou plus tôt en cas de mauvaise gestion - et de les regrouper dans un organisme

nommé "Great British Railways". "Performances mauvaises et inacceptables" Alors que les différents contrats en cours doivent expirer d'ici 2027, cela permettra d'éviter de devoir payer des compensations aux opérateurs actuels, selon le gouvernement. La privatisation des opérateurs ferroviaires avait eu lieu au milieu des années 1990 sous le Premier ministre conservateur John Major -mais le réseau ferré était resté public, géré par la société Network Rail. Quatre opérateurs sur quatorze en Angleterre étaient déjà revenus sous contrôle public ces dernières années en raison de leurs mauvaises performances -mais l'idée était, jusqu'ici, de les gérer temporairement avant

un retour au secteur privé. Les opérateurs principaux en Ecosse et au Pays de Galles sont eux aussi publics. Le rail britannique a connu une vague de grèves ces dernières années sous la pression de la crise du pouvoir d'achat provoquée par l'inflation. Les annulations de trains sont monnaie courante et les passagers se plaignent régulièrement du prix élevé des billets. "Notre système de transport est en panne, mais le projet de loi d'aujourd'hui ouvrira la voie à de meilleurs trains qui fonctionneront pour tout le monde", a fait valoir la ministre des Transports Louise Haigh, citée dans le communiqué.

ALLEMAGNE

Le gouvernement allemand adopte un projet de budget pour 2025

Le gouvernement allemand a adopté mercredi un projet de budget fédéral pour 2025 après des mois de difficiles tractations entre ses trois composantes même s'il reste un trou de 17 milliards d'euros à combler entre les prévisions de recettes et de dépenses. Le gouvernement dirigé par le chancelier social-démocrate Olaf Scholz compte résorber cet écart grâce à des recettes supplémentaires générées par une accélération de l'activité économique. Première économie d'Europe, l'Allemagne a échappé de peu à une ré-

cession en début d'année mais sa croissance reste plus faible que prévu. Le projet de budget pour 2025, d'un montant global de 481 milliards d'euros, prévoit 78 milliards d'euros d'investissements, un record, et des emprunts nets de 43,8 milliards. Il respecte aussi le plafond de dépenses prévu par la Constitution pour limiter l'endettement du pays. "Nous respectons le frein de la dette, ce qui fait de nous un pôle de stabilité en Europe", a déclaré mercredi le ministre des Finances, le libéral Christian Lindner.

Un surplus de croissance de plus d'un demi-point de pourcentage en 2025

Le gouvernement a aussi entériné un paquet de mesures censées doper l'activité et générer un surplus de croissance de plus d'un demi-point de pourcentage en 2025. "Avec notre initiative pour la croissance, nous fournissons une importante impulsion de politique économique pour rendre l'Allemagne plus attractive en tant qu'en-droit pour faire des affaires", a dit Christian Lindner. "De nouvelles marges de manoeuvre dans le budget

ne peuvent être obtenues que par davantage de croissance économique."A un an des élections fédérales, la conclusion d'un accord sur le budget et sur un plan de soutien à l'économie était essentielle pour une coalition gouvernementale régulièrement accusée d'inefficacité en raison de ses dissensions internes. Aux élections européennes de début juin, les trois formations au pouvoir (sociaux-démocrates, libéraux et écologistes) ont enregistré de faibles scores et ont été devancées à la fois par les conservateurs, arrivés en tête, et par le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD).

IMPÔTS, BUDGET, TRANSPORTS

Charles III présente le premier programme travailliste en 15 ans

Le souverain a annoncé mercredi les priorités du nouveau gouvernement travailliste dans son traditionnel discours du roi, cérémonie solennelle à la réouverture du parlement. Le discours du trône ou discours du roi est prononcé par le souverain mais rédigé par le gouvernement. C'est l'occasion pour le nouveau parti au pouvoir d'exposer ses priorités à Westminster. C'était le premier pour un gouvernement travailliste en 15 ans, après les élections législatives du 4 juillet qui ont abouti à l'arrivée à Downing Street du Premier ministre travailliste Keir Starmer après 14 ans de pouvoir conservateur. Coiffé de la couronne impériale d'apparat et portant une longue robe, Charles III, arrivé au parlement en carrosse doré depuis le palais de Buckingham, a lu le texte d'un ton monocorde, une manière de marquer la neutralité politique du souverain.

Quelles seront les priorités économiques de ce nouveau gouvernement?

Le gouvernement, qui avait bâti sa campagne sur une promesse de "sérieux" budgétaire, a d'abord mis en avant "la stabilité économique". Il fera évaluer de "manière indépendante" ses budgets à venir par l'organisme public de prévision budgétaire, l'OBR, pour assurer un meilleur contrôle des dépenses publiques.

Nouvelles relations post-Brexit

A l'automne 2022, la Première ministre conservatrice Liz Truss avait semé la panique sur les marchés financiers avec des baisses d'impôts non financées. Cela reste un traumatisme dans le pays. Le nouveau gouvernement veut par ailleurs "redéfinir" les relations entre le Royaume-Uni et ses "partenaires euro-

peens", pres de huit ans après le vote au Brexit. Il "travaillera à améliorer les relations commerciales et d'investissement avec l'Union européenne". Pour lutter contre l'immigration illégale, le gouvernement va créer une nouvelle force de sécurité dotée de "pouvoirs anti-terroristes". Elle visera à "renforcer" la lutte contre les passeurs. Au lendemain de son arrivée au pouvoir, Keir Starmer avait confirmé abandonner le projet des conservateurs d'expulser vers le Rwanda des migrants arrivés illégalement. Les promesses se sont enchaînées dans cette longue liste comprenant aussi des mesures pour accélérer la construction de logements et pour renationaliser les compagnies de transport ferroviaire. Le gouvernement reprend par ailleurs des promesses des conservateurs, notamment la loi visant à interdire la vente de tabac à toute personne née après 2009.

TAXES

La Chine contre-attaque en visant le porc espagnol, néerlandais et danois

Pékin a lancé des enquêtes après une série de procédures de Bruxelles contre des pratiques commerciales jugées déloyales de Pékin, notamment dans le secteur des véhicules électriques. Après une série de procédures de Bruxelles contre des pratiques commerciales jugées déloyales de Pékin, en particulier dans le domaine du véhicule électrique, la Chine avait promis des contre-mesures. Elles se précisent aujourd'hui. La Chine a désigné jeudi l'entreprise danoise Danish Crown A/S, ainsi qu'un groupe néerlandais et un groupe espagnol comme cibles de son enquête sur les subventions accordées à la viande de porc européenne importée en Chine. La Chine est le plus grand consommateur de viande de porc au monde et un débouché important pour les entreprises européennes, notamment en ce qui concerne les parties de porc qui ne sont pas consommées en Europe. L'enquête chinoise semble viser principalement l'Espagne, les Pays-Bas et le Danemark, qui sont d'importants fournisseurs de viande de porc à la Chine et, selon des analystes, considérés comme favorables à l'imposition de droits de douane supplémentaires sur les véhicules électriques fabriqués dans le pays asiatique. Pas d'unanimité en Europe. Toutefois, les Vingt-Sept ne sont pas parvenus à l'unanimité sur cette mesure et, selon des sources au fait du dossier, seuls douze États membres ont voté en faveur de l'imposition de ces droits lors d'un vote consultatif qui s'est tenu cette semaine. Le ministère chinois du Commerce a déclaré jeudi dans un communiqué que les autorités mèneraient l'enquête antidumping en utilisant des échantillons provenant du transformateur de viande danois Danish Crown A/S, du producteur néerlandais Vion-Boxtel et du transformateur de produits alimentaires espagnol Litera Meat S.L.U.

**PANNE
MICROSOFT
des
constructeurs
automobiles
touchés**

Une panne géante et mondiale chez un partenaire de Microsoft a semé le chaos dans l'industrie. Certains constructeurs automobiles ont été touchés. Les problèmes ont commencé ce matin, plusieurs grands industriels ou entreprises publiques faisant remonter des pannes géantes de leurs serveurs utilisant la base Microsoft. Le leader américain de l'informatique n'a pas tardé à réagir en confirmant un souci dans ses serveurs, qui ne viendrait pas directement de Microsoft mais plutôt du partenaire CrowdStrike, spécialisé en sécurité. Ce dernier aurait annoncé un problème lors du déploiement d'une mise à jour. Mais pas d'attaque. "Il ne s'agit ni d'un incident de sécurité ni d'une cyberattaque", affirme le PDG de CrowdStrike. Ensuite, c'est l'effet boule de neige chez Microsoft, avec une propagation mondiale monstrueuse : aéroports, grandes entreprises, services publics, médias... Tous les pays ont été touchés. Et les constructeurs automobiles n'y ont pas échappé.

Plus grande panne de l'Histoire

Selon un directeur régional de Microsoft, il s'agirait de la plus grosse panne informatique de l'histoire. "C'est ce que l'on craignait à l'an 2000, et c'est réellement arrivé cette fois", a-t-il indiqué. Sans surprise, tous les constructeurs utilisant les suites Microsoft, et notamment les accès serveurs, ont été impactés. Les soucis ne devraient heureusement pas durer, mais Tesla a été impacté avec des salariés incapables d'accéder à leurs données. Nos confrères d'Automobilwoche avancent que BMW a également subi la panne assez largement, mais que tout devrait rentrer dans l'ordre rapidement.

Pourquoi Audi recrée une voiture d'après des plans vieux de 90 ans

Audi Tradition donne corps à une voiture de sport dont le projet fut abandonné... en 1935. Cette plongée dans le passé ravit les amateurs et trahit une obsession, chez les vieilles marques établies : cultiver leur héritage et leur légitimité pour mieux se prémunir contre l'afflux de jeunes constructeurs chinois.

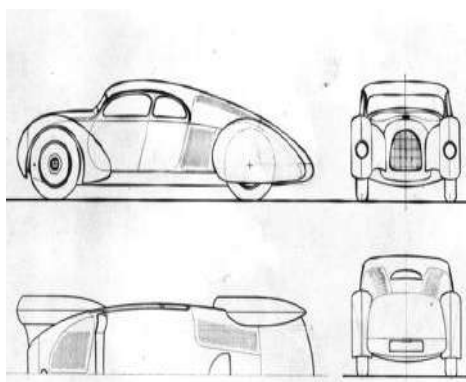
L'appropriation du passé de la vieille marque anglaise MG par l'industriel chinois SAIC a quelque chose de choquant, pour les historiens de l'automobile. Elle n'en constitue pas moins un cas d'école. Car Shanghai Automobile Industry Corporation (SAIC) est en passe de réussir ce que son compatriote BAIC (Beijing Automotive Group) n'a pas su faire avec la marque allemande Borgward. A savoir, atténuer l'exotisme intimidant de ses automobiles en les drapant d'une appellation européenne familière et rassurante.

Un nom familial rassure le client

Les clients ne sont pas dupes : ils savent que le savoir-faire anglais traditionnel ne contribue en rien aux qualités des voitures modernes de MG. Pourtant, il est permis de penser que les Européens seraient moins nombreux à se risquer à acheter une voiture chinoise, si elle portait un blason inconnu. A l'issue du premier semestre 2024, MG assurait à elle seule 61 % des 148 900 immatriculations enregistrées collectivement par toutes les marques chinoises vendues en Europe. Loin devant BYD et Polestar, Lynk & Co, Zeekr, Nio ou XPeng, des marques créées de toutes pièces. A mesure qu'ils découvrent combien il en coûte — en temps comme en argent — pour faire connaître leur propre marque, d'autres constructeurs chinois pourraient être tentés par l'idée de raviver l'un des innombrables labels européens endormis. L'opportunité s'en présentera peut-être bientôt, si le gouvernement italien devait concrétiser son projet de transférer les droits sur les noms Autobianchi et Innocenti au constructeur qui s'engagera à assembler ses voitures dans la Péninsule. Deux chevaux de Troie en puissance, pour ouvrir les portes de la citadelle Europe et échapper aux droits de douane.

Évoquer le passé pour mieux exprimer sa vitalité

C'est dans ce contexte tourmenté que le constructeur allemand Audi lève le voile sur son Auto Union Type 52. Cette voiture n'est pas le produit miracle qui saura faire barrage à la menace chinoise, tout en coupant court à la domination de Tesla. Non, cet engin surgi du passé représente l'état de l'art de l'année 1934, quand l'industrie allemande cherchait à asseoir une suprématie à la fois technique et politique. Sa reconstitution patiente à partir de plans d'époque symbolise la foi d'Audi en son héritage technique et historique. Au contraire de ses rivaux Mercedes et de BMW qui ont rendu hommage à leurs 300 SL et 507 des années 1950 avec leurs SLS et Z8, Audi n'a jamais vraiment succombé à la tentation du rétro futurisme. Mis à part quelques concept cars spectaculaires, aucun de ses modèles de série n'a cherché à réin-



interpréter une ancêtre. Comme pour se rattraper, Audi a donc souhaité frapper un grand coup en faisant plus fort que ressusciter un modèle d'antan : il a donné naissance à une voiture des années 1930, qui n'a jamais dépassé le stade de la planche à dessin.

Pourtant prometteuse, l'Auto Union Type 52 n'a jamais été construite

Conçue entre 1933 et 1934, l'Auto Union Type 52 se voulait la version routière de l'étonnante voiture de grand prix Type 22 à moteur 16-cylindres. Avec sa carrosserie enveloppante et son profil aérodynamique, cet engin de tourisme rapide (ou Schnell-sportwagen, en allemand) était calibré pour tirer le meilleur parti du réseau autoroutier

naissant et participer aux grandes courses d'endurance, du type Mille Miglia et 24 Heures du Mans.

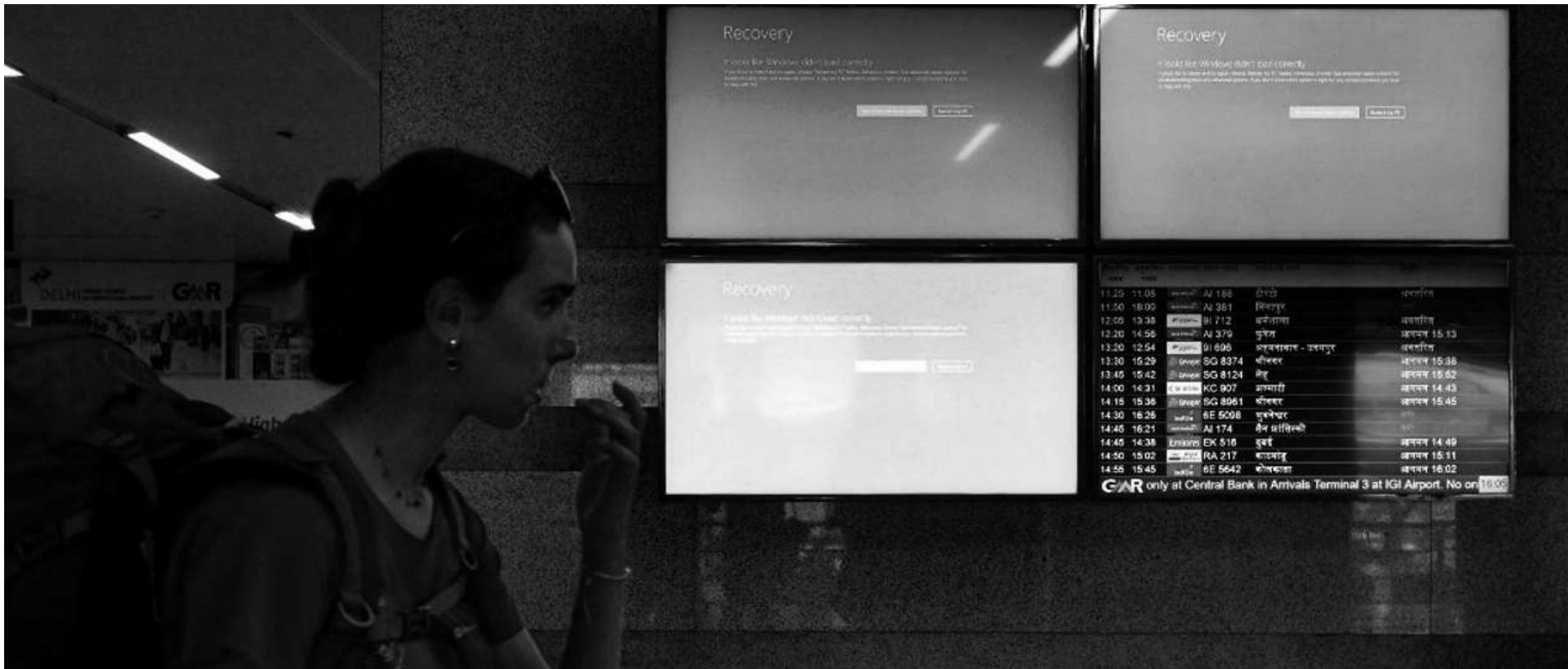
Hélas ! Le prototype envisagé ne fut jamais construit. D'après les conservateurs du département Audi Tradition, « la trace de ce projet abandonné en 1935 se perd dans les archives d'Audi et de Porsche ». Ce dernier — qui était à l'époque un bureau d'études — est à l'origine des voitures de compétition d'Auto Union, constructeur né en 1932 de la fusion des marques Audi, DKW, Horch et Wanderer.

Un peu à la manière des savants fous qui travaillent à partir d'un fragment d'ADN dans Jurassic Park (Michael Crichton, 1990), les gens d'Audi Tradition ont rassemblé « les documents d'archive, des plans et des croquis de conception ayant survécu jusqu'à aujourd'hui » pour ramener à la vie leur propre dinosaure. Ils ont ensuite confié aux experts de l'atelier britannique de restauration Crosthwaite & Gardiner la tâche de reconstruire un châssis et une carrosserie à trois places autour d'un moteur à 16 cylindres suralimentés d'Auto Union Type C de 1936 (6 005 cm³ de 520 chevaux à 4 500 tr/min). Loin d'être destiné à la grande série, le résultat est une œuvre artisanale vouée à demeurer à l'état d'exemplaire unique.

SUITE À UNE MISE À JOUR CROWDSTRIKE

Panne mondiale Azure/Windows

Une panne majeure impacte le cloud Azure et l'ensemble des PC Windows équipés de l'agent Falcon Sensor de CrowdStrike : la pagaille est mondiale. D'Air France et Transavia, en passant par Canal+ en France, aux aéroports d'Amsterdam et de Berlin ou encore du London Stock Exchange et du service d'urgence 911 aux Etats-Unis, les écrans bleus fleurissent un peu partout.



Depuis le bug de l'an 2000, jamais une panne informatique n'avait fait autant parler d'elle. Vers 21h ce 18 juillet, Microsoft a alerté sur une panne géante affectant ses services Azure mais également Microsoft 365. En cause : une mise à jour de sécurité qui a mal tourné, en l'occurrence celle de l'agent Falcon Sensor de CrowdStrike servant à détecter et bloquer des attaques. Cette dernière version, incrémentée dans les instances Windows gérées par Azure aussi bien que les postes de travail isolés, mène directement fameux "écran bleu de la mort" aka BSOD. Les installations Windows touchées par sont très variées et incluent aussi bien celles utilisant des applications et services 365 que des instances virtualisées : "Nous avons été informés d'un problème affectant les machines virtuelles fonctionnant sous Windows Client et Windows Server, utilisant l'agent CrowdStrike Falcon, qui peuvent rencontrer un bug check (BSOD) et rester bloquées dans un état de redémarrage", a fait savoir Microsoft dans un billet de statut de sa plateforme Azure.

"Dans sa dernière mise à jour, CrowdStrike a poussé un driver, fichier .sys, formaté de manière incorrecte qui provoque un redémarrage de la machine affectée en mode recovery", a expliqué l'expert en cybersécurité Baptiste Robert. "La société a déjà poussé un correctif. Cependant, ce correctif ne s'appliquera pas automatiquement pour les machines avec le BSOD. Pour ça il faudra démarrer en safe mode et faire une série d'action qui ne s'automatise pas. Conséquence : la reprise des activités risque d'être longue... Fondé en 2021, CrowdStrike est un éditeur important dans le monde et

compte 21 000 clients dont certains comptes disposent de plusieurs dizaines de milliers de postes Windows. La mise à jour de l'agent étant automatique on comprend pourquoi le BSOD de Windows s'est affiché sur de très nombreux systèmes Windows partout dans le monde. Et ce aussi bien dans des aéroports (Amsterdam, Berlin, Londres, Edimbourg Narita au Japon, Delhi en Inde, Christchurch en Nouvelle-Zélande...), des compagnies aériennes (Air France et Transavia, Ryanair, Delta Airlines...) et ferroviaires (Govia Thameslink Railway), des banques et des places de marché (London Stock Exchange), des médias et télécoms (TF1, Canal+, Sky News, Telstra...) ou encore des services d'urgence (911), des supermarchés (Woolworths...). Au fil des heures, la situation s'arrange cependant avec des remises en fonctionnement de services.

Des mesures de contournement

"Nous recommandons aux clients qui le peuvent de restaurer à partir d'une sauvegarde antérieure à cette heure. Alternativement, les clients peuvent essayer de réparer le disque OS hors ligne en suivant les instructions suivantes : Attacher un disque non géré à une VM pour une réparation hors ligne. Les disques qui sont chiffrés peuvent nécessiter ces instructions supplémentaires : Déverrouiller un disque chiffré pour une réparation hors ligne. Une fois que le disque est attaché, les clients peuvent essayer de supprimer le fichier suivant Windows/System/System32/Drivers/CrowdStrike/C00000291*.sys. Le disque peut ensuite être attaché et ré-attaché à la VM d'origine."

De son côté Brody Nisbet, directeur des activités threat Hunting chez CrowdStrike, a proposé une solution de contournement qui peut fonctionner :

Démarrer Windows en mode sans échec ou WRE, aller dans C:\NWindows\System32\Ndrivers\NCrowdStrike, localiser et supprimer le fichier correspondant à « C-00000291*.sys », et démarrer normalement. Les systèmes Microsoft concernés sur lesquels le capteur des agents Falcon est installé (comportant aussi bien l'anti-virus Prevent, l'EDR Insight, le suivi des menaces Overwatch, le contrôle réseau Discover ou encore de recherche avancée des menaces Intelligence) sont nombreux. Il peut s'agir aussi bien des OS Server 64 bits, 2022, Core 2022, 2019, Core 2019, 2016, Core 2016, 2012 R2, Storage Server 2012 R2, 2012, 2008 R2 SP1. Ainsi que des PC ARM64 (Windows 11 et 10) et autres systèmes 64 bits (Windows 11 22H2, 11 21H2, 10 22H2, 10 21H2, 10 1809, 10 1607, 10 1507, 7 SP1 et 7 Embedded POS Ready).

Sur son site, CrowdStrike donne quelques précisions sur son capteur aussi petit et léger que les impacts de sa mise à jour sont grands : "Toutes les données transmises à partir du capteur vers le cloud sont protégées par un tunnel chiffré SSL/TLS", indique le fournisseur de sécurité américain sur son site à propos de son capteur. "En moyenne, chaque capteur transmet entre 5 et 8 Mo par jour [...] La conception du capteur Falcon en fait un agent extrêmement léger utilisant à peine 1 % des ressources processeur. Il est également très discret : il n'y a pas d'interface utilisateur, pas de fenêtres pop-up, pas de redémarrages. Enfin, toutes les mises à jour se font silencieusement et automatiquement". Automatiquement oui, silencieusement pas vraiment en ce moment...

Le scénario d'une cyberattaque pas avéré

Pour l'heure, les raisons de cette mise à

jour défectueuse n'ont pas été précisées. Ce qui n'empêche pas certains experts d'avancer quelques pistes : "L'éventail des possibilités va de l'erreur humaine - par exemple un développeur qui aurait téléchargé une mise à jour sans contrôle de qualité suffisant - au scénario complexe et intrigant d'une cyberattaque profonde, préparée à l'avance et impliquant qu'un cybercriminel active une "commande d'apocalypse" ou un "kill switch". In fine, l'analyse et les mises à jour de CrowdStrike dans les jours à venir seront essentielles et permettront de comprendre ce qui a causé cette panne", explique Omer Grossman, CIO chez CyberArk.

"Le CERT-FR a été informé ce jour d'un incident majeur affectant les systèmes Microsoft Windows disposant de l'EDR CrowdStrike Falcon. Cet incident semble provoquer un écran bleu système entraînant un redémarrage du poste", a indiqué de son côté le centre français de réponses à incidents. "A ce stade le CERT-FR n'a pas d'élément indiquant que cet incident est lié à une attaque informatique." L'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information a également réagi : "L'Anssi a été informée ce matin de la panne informatique affectant de nombreuses entités dans le monde. Les équipes sont pleinement mobilisées pour identifier et appuyer les entités affectées en France. Aucun élément en l'état ne donne à penser qu'il s'agit d'une cyberattaque."

Contactés pour des précisions, CrowdStrike n'a pour l'heure pas répondu à nos demandes. Egalement contacté, Microsoft s'est quant à lui contenté d'une réponse pour le moins laconique : "Nous avons pris connaissance d'un problème affectant Windows du fait d'une mise à jour d'une plateforme logicielle tierce. Nous nous attendons à ce qu'une solution soit bientôt trouvée."

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
WILAYA DJANET
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
IDENTIFICATION FISCALE N° :442024000056248
Cité IFRI DJANET

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions des articles 65,72,82 et 161 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
La Direction des Equipements publics de la Wilaya Djanet, Informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé au concours National d'architecture restreint N° : 06 /2024« Étude et suivi » Pour la Réalisation du Siège de la sureté urbaine des sites 900 logements de IFRI POS 14, commune de Djanet , Wilaya de Djanet (cités d'habitat intégrées programmes 2024). Publie aux quotidiens nationaux المستثمر en arabe le : 16 /04/2024et Les enjeux Eco en français le :14/04/2024, ainsi que le BOMOP, qu'après l'évaluation des offres, l'étude et suivi est attribué provisoirement à:

Désignation du projet	BET	NIF	Note Globale (TECHNIQUE+ PRESTATION+ FINANCIER)	Montant de l'offre en TTC (avant correction)	Montant de l'offre en TTC (après correction)	Délais de l'étude	Délais de suivi	Critère d'évaluation
« Étude et suivi » Pour la Réalisation du Siège de la sureté urbaine des sites 900 logements de IFRI POS 14, commune de Djanet , Wilaya de Djanet (cités d'habitat intégrées programmes 2024).	Djouahra Boujad	161101600241107	78.08	15930000,00 DA	15930000,00 DA	03 Mois	12 Mois	Mieux disent

Les soumissionnaires intéressés de prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres sont invités de se rapprocher, de nos services au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication du présent avis.
Les soumissionnaires contestant cette proposition, peuvent introduire leurs recours auprès la commission des marchés publics de la Wilaya DJANET. dans un délai de (10) jours à partir de la première publication du présent avis d'attribution provisoire dans la presse quotidienne nationale ou BOMOP, si le dixième jours coïncide avec un jour férié ou un jour de reposé légal , la date limite pour introduireun recours est prorogée au jour ouvrable suivant conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public .

Les Enjeux Eco: 21/07/2024 ANEP 2416023451

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE TIZI OUZOU
DAIRA DE BENI YENNI
COMMUNE IBODRARENE

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHE
N° 02 / ST/ 2024

Conformément aux dispositions de l'article 65, du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le Président de l'Assemblée Populaire Communale d'Iboudrarene, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre National ouvert avec exigence de capacités minimales n°02/2024 relatif à « Entretien de la piste allant de Tizi Ait Ouamara vers Amane Zgzaouene sur 1 Km ».Paru dans le BOMOP et la presse suivante :

- ✓ الاجم du 24 juin 2024.
- ✓ Les Enjeux Eco du 24 juin 2024.

La procédure d'évaluation et d'analyse des offres, faite conformément aux critères prévus dans le cahier des charges approuvé a donné le résultat suivant :

N°	Entreprise	Note technique (80/80 pts)	Montant en DA T.T.C	Délais	Observation
01	SARL MEDJARI BTPH (Gerant MEDJARI Mohand) NIF n° 002015108250926	61.50	13 268 500.00	120 jours	Moins disant

Conformément à l'article 56 de la loi N° 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et en complémentaire aux dispositions de l'article 82, du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

- Les soumissionnaires ont un délai de 10 jours à partir de la première parution du présent avis dans la presse pour s'adresser à Monsieur le président de la commission des marchés publics de la commune pour éventuels recours.
- Les soumissionnaires ont un délai de 3 jours à partir de la première parution du présent avis dans la presse pour se rapprocher au bureau des marchés de la commune Iboudrarene, afin de prendre connaissance des résultats d'évaluation de leurs offres techniques et financières.

Les Enjeux Eco: 21/07/2024 ANEP 2416023454

Pour vos

Publicités Annonceurs !

Vendre, louer, acheter un appartement, un local, Vous avez un bien à proposer ? Un emploi à offrir ?...

... Les Enjeux Eco, votre quotidien spécialisé en économie, vous propose ses espaces publicitaires, au meilleur prix, les meilleurs délais et une mise en valeur de vos annonces !

Contactez-nous :
Téléphone : 0698 165 554
E-Mail : lesenjeuxeco@gmail.com
Ou bien rapprochez-vous de nos services à :
3, rue Ali Boumendjel, Square Port Said - Alger

Le meilleur accueil vous sera réservé



Mots fléchés

Divinations par les cartes	↙	Chagriner	↙	Ceinture jaune	↙	Mets bas	↙	Situés au milieu	↙	Surgie	↙	Tâches données aux journalistes	↙
Sacoche				Os de poisson		Ecoulement lacrymal						Jeune cerf	
	↘							Stupéfait	→				
Rideau		Épreuve de moto	→					Déchet		Désert	→		
	↘									Bien-être			
					Réparé	→							
Oubliée		De même	→					Lieux de vente	→				
	↘												
					Groupes d'abeilles		Groupe terroriste	→			Tas de feuilles	Demeurés	Père d'Ascagne
							Calcium						
Conducteurs de solipèdes		Victoire impériale		Morceau de choix	↙	Féroce	→						
	↘												
						Île française	→			Atome	→		
						Fromage hollandais				Île française			
Petit fruit	→									Maladie infectieuse	→		
Arbre							Remarquable			Epouse de Jacob			
	↘			Écrivain français (marquis de)	→								
				Union de cyclistes				Causée un préjudice	→				
Boisson	→				Pied de deux syllabes	→							
Pour un oubli					Arbres					Nazi	→		Résidu de mouture des grains de céréales
	↘									Chenapans			
		Cancan	→									Chanoine inventeur d'un cocktail	
		Riches maison											
Petite pomme		Abjects	→			Coups de baguettes sur un tambour	→		Anneau de cordage		Knockout	→	
	↘	Voisin de la salière									Grand-père		
				Ville roumaine		Voisin d'un cours d'eau	→						
Petit fruit	→												
Ecrasai en poudre						Flétrir	→						Chagrinez
	↘												
					Défaite humiliante	→						Exaltée	
					Ville de Vénétie								
Limons	→							Rival	→				
Premier continent connu						Période noire	Marcherai		Un allemand				
	↘												
		Raillerie	→							Évêque de Noyon	→		
		Auteur de rumeurs											
Fût changée en génisse	→		Reptile	→							Chiffre	→	
			Fléuve côtier								Habitudes		
Grande école	→				Parolier français (Boris)	→				Assassinée	→		
Erbium													
	↘												
		Abruti	→					Ça suffit !	→				

Retour à la normale dans le monde après la panne informatique géante

La situation, notamment dans les aéroports, a repris son cours normal samedi après une panne informatique géante qui a semé la pagaille dans les transports, les médias, sur les marchés financiers et mis des travailleurs du monde entier au chômage technique, selon des médias. En France, les aéroports de Roissy et Orly, les deux principaux points d'entrée pour les délégations étrangères des Jeux olympiques de Paris qui débutent vendredi, sont particulièrement scrutés.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 21 juillet 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



RÉUNION SEMESTRIELLE UA-CER-MÉCANISMES RÉGIONAUX

Nadir Larbaoui au Ghana

Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, se rend samedi au Ghana pour participer à la 6e Réunion semestrielle entre l'Union africaine (UA), les Communautés économiques régionales (CER) et les Mécanismes régionaux, prévue dans la capitale Accra, indique un communiqué des services du Premier ministre. "Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, se rend samedi 20 juillet en République du Ghana pour participer à la 6e Réunion semestrielle entre l'Union africaine, les Communautés économiques régionales et les Mécanismes régionaux, dont les travaux se tiendront dans la capitale Accra", lit-on dans le communiqué. "Cette réunion de haut niveau sera consacrée au renforcement de la coordination et de la coopération entre l'Union africaine, les Communautés économiques régionales et les Mécanismes régionaux dans différents domaines en vue d'appuyer les efforts de maintien de la paix et de la sécurité et d'accélérer la cadence du développement et de l'intégration économique au niveau continental", conclut le communiqué.

INTITULÉE GET MORE CARE

LG Electronics lance sa nouvelle campagne de courtes vidéos

LG Electronics (LG) a annoncé hier sa nouvelle campagne de courtes vidéos sous le slogan de la marque « Life's Good », intitulée Get More Care, suite au succès des thèmes précédents « Get More Love » et « Get More Magic », visant à souligner comment les produits LG permettent de petits gestes d'amour et d'attention entre les membres de la famille afin qu'ils puissent profiter de véritables moments « Life's Good » au milieu d'expériences inoubliables. Tout au long de la série vidéo, LG présentera ces moments d'amour parfois inaperçus vécus à la maison tout en mettant en lumière subtilement la façon dont ses produits améliorent la vie quotidienne grâce à la technologie innovante de la marque intimement liée à la vie quotidienne de ses clients, en poursuivant leurs rêves de football par procuration, ou simplement en suivant leurs équipes préférées en clarté 4K. L'un des points forts de la campagne est l'expérience immersive offerte par les écrans OLED révolutionnaires de LG, comme le téléviseur intelligent OLED M3 4K Signature de 97 pouces de LG, qui ouvre la voie à de nouveaux univers. Avec une qualité d'image inégalée, des couleurs vives et des améliorations sonores grâce au processeur α9 AI 4K Gen6, les écrans OLED de LG transforment un visionnage ordinaire en une expérience inoubliable d'immersion resplendissante, rapprochant les familles. De plus, la campagne mettra en avant la commodité du système d'exploitation WebOS de LG, une plateforme intelligente qui offre un accès transparent à une large gamme d'options de divertissement et de fonctionnalités de maison intelligente.

CLIMAT

Huit grands changements qui accélèrent la crise liée au réchauffement

L'ONU a identifié huit grands changements qui accélèrent la triple crise actuelle liée au changement climatique, à la perte en nature et biodiversité, et à la pollution et déchets. Un nouveau rapport publié cette semaine par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Conseil international de la science (CIS) anticipe les "défis émergents" concernant le climat, une démarche prospective de moyen et long terme. Cette importante étude intitulée "Naviguer vers de nouveaux horizons – Prospectives mondiales sur la santé planétaire et le bien-être humain", s'attaque à la complexité d'une "polycrise". Il servira en septembre aux discussions du Sommet de l'avenir des Nations Unies. Selon l'étude, "le monde se rapproche de plus en plus d'un changement environnemental qui pourrait être irréversible". Ainsi, un vaste système de courants océaniques, dénommé Circulation méridienne de retournement de l'Atlantique, représente un élément clé de régulation du climat. Or, son effondrement pourrait se produire dès 2057. Quatre "signaux de changements" sonnent en outre comme autant d'alertes. La fonte du pergélisol

arctique (permafrost, en anglais) risque de libérer des microbes anciens et de générer de épidémies. Ce phénomène a déjà provoqué en 2016 une épidémie d'anthrax en Sibérie, tuant hommes et animaux. Autre risque signalé : l'expansion rapide de l'activité spatiale et des débris spatiaux orbitaux, qui peut endommager la couche d'ozone et nuire à la stabilité géopolitique. D'autre part, l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) dans les systèmes d'armement et les applications militaires, ainsi que le développement de la biologie synthétique, doivent être examinés sous l'angle de l'environnement. Aussi, indiquent les experts, le possible "déploiement de la modification du rayonnement solaire", une géo-ingénierie qui vise à renvoyer dans l'espace, les reflets du soleil, pour limiter la hausse des températures, aurait un impact immédiat sur le changement climatique. Parallèlement, les conflits armés et la violence qui augmentent et évoluent, dégradent et polluent les écosystèmes, aggravant la vulnérabilité des populations affectées. Egalement, avec 120 millions de personnes déplacées en avril 2024, en rai-

son des conflits ou du changement climatique, les risques associés à ce phénomène portent sur l'apparition d'espaces rendus inhabitables par le changement climatique, alors que les inégalités se creusent entre les plus riches et les plus pauvres. Les chercheurs évoquent d'autre part, un autre danger : "l'éco-anxiété, une crise émergente, cachée mais évidente", qui aurait des conséquences sur la santé mentale des enfants et des jeunes, affectant le bien-être général. "Le rythme rapide du changement, de l'incertitude et des évolutions technologiques auquel nous assistons, sur fond de turbulences géopolitiques, signifie que tout pays peut être déstabilisé plus facilement et plus souvent", selon la directrice exécutive du PNUE, Inger Andersen. Le rapport recommande ainsi d'adopter un nouveau contrat social qui engage un éventail diversifié de parties prenantes, y compris les populations autochtones, et permette aux jeunes de participer plus activement et de repenser les mesures de progrès. Les gouvernements et les sociétés peuvent également pour leur part, introduire des objectifs et des indicateurs à plus court terme.

PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE

Le parti Talaie El Hourriyet appelle à voter pour le prétendant à la candidature M. Abdelmadjid Tebboune

Le parti Talaie El Hourriyet a appelé ses militants, ses sympathisants et l'ensemble du peuple algérien à participer massivement à l'élection présidentielle prévue le 7 septembre prochain et à voter pour le prétendant à la candidature, M. Abdelmadjid Tebboune. "N'ayant pas présenté de candidat, et après consultation de la base militante, le parti estime que le candidat Abdelmadjid Tebboune est le plus proche de

la vision et des aspirations du parti au renforcement des fondements de l'Etat national et au parachèvement des réformes", a indiqué un communiqué du Bureau politique du parti, qui a appelé "ses militants, ses sympathisants et l'ensemble du peuple algérien à participer à la campagne électorale et à voter pour M. Abdelmadjid Tebboune". La formation politique a, par là même, salué "les efforts consentis durant le premier

mandat présidentiel et les réalisations concrétisées dans une conjoncture marquée par des crises aiguës et des soubresauts aux niveaux régional, continental et international". Le parti Talaie El Hourriyet a en outre appelé le peuple algérien à participer massivement à la prochaine élection présidentielle pour "renforcer et consolider l'Etat national face à toutes les menaces extérieures et aux défis qui se posent à notre pays".

Le parti a fait remarquer que la Présidentielle du 7 septembre "se déroulera dans un contexte géopolitique complexe, notamment après que l'Algérie a renoué avec son rôle accoutumé en faveur des causes justes dans les fora internationaux, la cause palestinienne en tête", prévenant que cela "dérange les puissances hostiles qui tentent désespérément d'influencer la décision nationale souveraine".

DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE DE L'AFRIQUE

L'UA approuve sa stratégie continentale d'IA

Le Conseil exécutif de l'Union africaine (UA) a approuvé sa stratégie continentale d'intelligence artificielle (IA) et le Pacte numérique africain pour stimuler le développement numérique de l'Afrique, a déclaré une responsable de l'UA. La commissaire de l'UA aux infrastructures, à l'énergie et à la numérisation, Amani Abou-Zeid, a fait cette déclaration dans une interview vendredi lors de la 45e session ordinaire du Conseil exécutif de l'UA, en prélude à sa 6e réunion de coordination à mi-année, dans la capitale ghanéenne d'Accra. "Notre conseil a approuvé hier la stratégie de l'UA pour l'intelligence artificielle et la stratégie pour l'utilisation des technologies numériques, qui ouvriront la voie à

l'utilisation par l'Afrique des technologies numériques pour le développement", a déclaré Mme Abou-Zeid. Ces stratégies fourniront des orientations sur l'utilisation de la technologie pour trouver des solutions aux défis de l'Afrique, aideront à accélérer de nombreux projets et programmes, et protégeront contre l'utilisation non éthique de la technologie, a-t-elle ajouté. "La technologie doit nous aider à préserver notre identité, nos langues et nos cultures, et nous être utile plutôt que de nous nuire", a déclaré la commissaire. Les stratégies créeront un environnement favorable au développement et à l'utilisation de la technologie numérique, a déclaré Mme Abou-Zeid, ajoutant que la politique de l'UA guiderait les gouver-

nements des différents membres dans l'élaboration des cadres politiques et réglementaires nécessaires pour le secteur. "Les stratégies nous aideront à créer un marché numérique unique et à guider tous les pays souverains sur la manière d'utiliser la technologie numérique pour stimuler leurs processus de développement", a-t-elle déclaré. "Il doit y avoir des règles et des réglementations pour punir l'utilisation négative de l'IA et des technologies numériques afin d'empêcher d'autres abus", a déclaré Mme Abou-Zeid, ajoutant que sept pays africains avaient maintenant des politiques en matière d'IA, mais que l'organe continental aimerait voir tous les membres élaborer leurs propres politiques.